

Numéro 29 - 2 mai 2020

**L'absence de redevabilité du système
de gouvernement de partis cartellisés**

Le guide à l'action du PCC(M-L) : Pour nous la responsabilité commence chez soi

- Pauline Easton -



- Les «séances de responsabilisation» du parlement virtuel
- Le parlement «administratif» n'est pas plus responsable envers le peuple que le parlement «normal»

À titre d'information

- Résolution du VIIIe Congrès du PCC(M-L) sur la responsabilité commence chez soi

La nécessité d'établir une nouvelle direction pour l'économie!

- Disons non! au «retour à la normale» dans le secteur de l'énergie

- K.C. Adams -

- Le Fonds de nettoyage de puits orphelins est un autre gigantesque stratagème pour payer les riches

- Dougal MacDonald -

Justice pour les travailleurs migrants

- Les organisations de défense exigent la protection de tous les travailleurs agricoles
- La situation actuelle chez Cargill à High River, en Alberta
- Essentiels mais sacrificiables – les travailleurs agricoles migrants en cette période de la COVID-19
- Les travailleurs étrangers temporaires méritent la résidence permanente, pas des menaces!
- Diane Johnston -
- La COVID-19 et les travailleurs étrangers temporaires au Canada

L'éducation est un droit

- La nécessité d'affirmer l'éducation en tant que droit dans les conditions d'aujourd'hui
- Laura Chesnik -

Le déconfinement du Québec

- Aucun retour à la normale sans que les nouvelles normes démocratiques que nous affirmons ne soient respectées!
- Pierre Soublière -
- Les gouvernements ne peuvent se soustraire à leur responsabilité sous le prétexte du choix
- Linda Sullivan -

États-Unis

- De nouvelles interdictions à l'immigration sous prétexte de pandémie
- Le Service de contrôle de l'immigration et des douanes crée des conditions favorables à l'éclosion dans les centres de détention

Mise à jour sur la COVID-19

- La pandémie mondiale la semaine se terminant le 2 mai

L'absence de redevabilité du système de gouvernement de partis cartellisés

Le guide à l'action du PCC(M-L) : Pour nous la responsabilité commence chez soi

- Pauline Easton -

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) est guidé par la devise : Pour nous la responsabilité commence chez soi. Ce n'est pas le stratagème de propagande du politicien qui dit à ses électeurs : « Faites-moi confiance, je tiendrai mes promesses ». Non, c'est avant tout un engagement pris par le PCC(M-L) et par tous ses membres d'être responsables envers leurs pairs de sorte que non seulement ils soient responsables envers la société mais aussi que la société soit

responsable envers ses membres.

Le système actuel fondé sur la devise : « Faites-moi confiance, je tiendrai mes promesses » présente plusieurs problèmes en plus de celui que ce n'est pas vrai, le premier étant qu'il s'agit d'un système électoral qui prive l'électorat de son droit de vote. Cela signifie que les électeurs n'ont aucun contrôle sur ceux qu'ils élisent pour les représenter. Tous ceux qui disent « Faites-moi confiance » ne sont pas nécessairement de mauvaise foi ou malintentionnés. Beaucoup le croient très sincèrement lorsque, par naïveté peut-être, ils se joignent à un parti politique établi et demandent aux électeurs de voter pour eux. Mais lorsqu'ils sont élus et constatent qu'il n'est pas possible de faire adopter des lois bien intentionnées, ils ont toutes les raisons de conclure que le processus politique est la source du problème et a besoin de changements fondamentaux. Le PCC(M-L) fait donc appel à ces personnes, et surtout aux travailleurs qui ne voient pas d'alternative, ainsi qu'à tous les Canadiens et toutes les Canadiennes, pour qu'ils examinent cette question en profondeur et discutent de ce problème.



Au départ, la notion même de promesses électorales est tout à fait inacceptable, que la chose promise soit bonne ou mauvaise, parce qu'elle présuppose un processus électoral qui prive les électeurs de leur droit de vote en leur demandant de remettre le mandat de gouverner entre les mains de représentants sur lesquels ils n'ont aucun contrôle. Par ailleurs, cela perpétue l'illusion que les députés peuvent représenter ce qu'ils veulent au parlement. Dans un système où seuls les partis politiques sont habilités à se faire porter au pouvoir et où les gouvernements sont formés par le parti qui remporte la majorité des sièges, c'est le programme du parti qui forme le cabinet qui est adopté par le parlement. Dans une situation minoritaire, comme c'est le cas du gouvernement actuel, il y a beaucoup de marchandage qui se fait dans les coulisses, mais cela ne change pas le fait que ces partis forment un cartel au service de ceux qui les ont portés au pouvoir - les intérêts financiers les plus puissants. Jamais depuis que les élections existent au Canada, un gouvernement n'a appliqué autre chose que le programme des intérêts financiers qui l'ont porté au pouvoir.

Le problème est que, même si tous les Canadiens et Canadiennes savent que les élections fondées sur le « faites-moi confiance » sont une fraude, l'illusion persiste que les élections permettent de tenir le parti au pouvoir responsable de ses actes : s'il ne fait pas ce qu'il a promis, il peut être remplacé par un autre parti à la prochaine élection. Bon nombre de ceux qui voudraient que la situation change se laissent bernier par ceux qui disent : « Cette fois-ci c'est différent. Je vais réellement tenir mes promesses. »

C'est pourquoi la devise du PCC(M-L) est si importante et tous ceux qui veulent sincèrement être efficaces devraient l'examiner sérieusement. En quoi cette devise est-elle différente des autres ? Qu'est-ce que cela veut dire en pratique ? Si ce n'est pas un stratagème de propagande, comme le dit le PCC(M-L), qu'est-ce que c'est ?

C'est un guide à l'action que se donnent le PCC(M-L) et tous ses membres. Cette devise signifie que le PCC(M-L) est lui-même un mécanisme de responsabilisation. Elle dit aux citoyens que pour

se donner les moyens d'exercer le pouvoir, ils ne doivent pas laisser le domaine important de la politique à d'autres qu'eux-mêmes.

L'idée que la politique est le domaine des « politiciens » est un mécanisme pour écarter les citoyens de l'exercice du pouvoir. La politique prend ici un sens tordu. On crée l'impression que pour devenir politicien il faut être fin parleur, de préférence être avocat, comptable ou magouilleur professionnel à l'emploi de firmes-conseils ou d'institutions financières. Il serait également nécessaire d'avoir beaucoup d'argent ou avoir accès à beaucoup d'argent. Ceux qui ne sont pas indépendants de fortune doivent donc avoir de très bonnes relations avec ceux qui le sont - que ce soit le parti politique au nom duquel ils se présentent ou des liens avec les grandes entreprises.

Cette conception de la politique et des politiciens engendre le mépris et constitue un mécanisme qui maintient les gens à l'écart de la politique, de sorte qu'ils abandonnent la politique à ces politiciens. Le problème est si grave qu'on a l'impression de ne rien pouvoir y faire. Le monde est ainsi fait et on ne peut rien y changer.



C'est pourtant faux. Ce n'est pas cela la politique. La politique comprend tout ce qui concerne la structure politique de la société. Une société ne peut exister sans ces structures parce qu'il lui faut des leviers de gouvernance. Les structures politiques sont en quelque sorte le ciment qui lie la société en un tout. On juge d'une société par les principes qui régissent le fonctionnement de ces leviers de gouvernement, car ils nous disent qui contrôle le pouvoir décisionnel et, par conséquent, quel genre de société il s'agit.

Aujourd'hui tous les êtres humains naissent dans la société et appartiennent à la société. Ils dépendent de cette société pour leur existence. Cela comprend plusieurs aspects, comme la façon dont chacun gagne sa vie et comment chacun vit sa vie. En d'autres mots, cela concerne le bien-être économique de chacun, sa santé, son éducation et sa participation à la vie sociale et

culturelle. Cela signifie que, tout comme chaque être humain a droit à la vie, il a également le droit de gouverner la société qui détermine le genre de vie qu'il a et qu'il aura. Tel est le domaine de la politique.

Le droit de participer à la gouvernance de sa société est un droit humain fondamental. Non seulement est-il inconcevable de vouloir vivre à la merci des autres, mais cela signifie aussi accepter un système qui ne respecte pas vos droits humains fondamentaux.

L'étude du système de gouvernement de partis au Canada montre que le but des partis politiques est de se faire porter au pouvoir et de rester au pouvoir tandis que le rôle de l'électorat est réduit à celui d'une masse votante. Les promesses électorales servent à duper les électeurs et les programmes électoraux sont un marketing pour obtenir des voix et détourner l'attention publique.

Le PCC(M-L) conteste la validité de ce régime électoral. Il appelle à établir un mécanisme par lequel ceux et celles qui se présentent aux élections sont responsables devant les électeurs. La devise : Pour nous la responsabilité commence chez soi guide les membres du PCC(M-L) pour que leur activité conduise effectivement à l'implantation de ces changements.

Cela commence par encourager tous et chacun à parler en leur propre nom, à ne pas se contenter de répéter ce que les classes dirigeantes disent être important et à en faire le point de référence dans la discussion, mais à exprimer ce que le peuple lui-même voit comme nécessaire. Le fait de se joindre aux forums où il est possible de parler en son propre nom ouvre une voie pour le renouveau du processus politique et pour le progrès de la société.

Les «séances de responsabilisation» du parlement virtuel

Le Parlement canadien tient des « séances de responsabilisation » virtuelles depuis le 28 avril. Les médias officiels et les partis qui forment le système de gouvernement de partis cartellisés les présentent comme une forme de responsabilisation du gouvernement. Rappelons que le gouvernement a déjà adopté une loi lui donnant le mandat d'utiliser des pouvoirs d'exception pendant la crise de la COVID-19. Les Canadiens apprennent maintenant que les institutions démocratiques et la responsabilité ministérielle vont être assurées par un parlement virtuel et des « séances de responsabilisation ».

La Chambre des communes et le Sénat ont été fermés à la mi-mars en raison des mesures de distanciation sociale visant à ralentir la propagation du coronavirus. Ils devaient initialement rouvrir le 20 avril ou être reportés sur la base d'un consensus de tous les partis. Lors d'une session de la Chambre des communes le 20 avril, à laquelle 37 députés ont participé en personne, une motion du gouvernement ajournant les travaux de la Chambre jusqu'au 25 mai a été adoptée. La motion prévoit en lieu et place des travaux habituels des « séances de responsabilisation » (expression utilisée par le chef de l'opposition Andrew Sheer), auxquelles un certain nombre de députés participent en personne, ainsi que des séances virtuelles. La motion du gouvernement libéral a été adoptée par 22 voix contre 15. Le NPD, le Bloc québécois et le Parti vert ont appuyé la motion et le Parti conservateur a voté contre. Les séances en question ne sont pas des sessions « réglementaires » de la Chambre, ce sont des sessions du Comité COVID-19 mis en place en mars (initialement pour développer le programme de sauvetage sous la présidence de Chrystia Freeland). Les 338 élus de la Chambre sont membres de ce comité spécial mais dans les sessions « en personne », seulement de 37 à 40 députés siégeront à la fois, avec un quorum de 7 plutôt que 20.

La motion adoptée le 20 avril prévoit une session en personne (le mercredi) et deux séances virtuelles (le mardi et le jeudi) par semaine jusqu'au 25 mai. Elle maintient le nouveau Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19, désormais présidé par le président de la Chambre, Anthony Rota, qui se réunira virtuellement pendant que la Chambre est ajournée. La première session virtuelle a eu lieu le 28 avril. Ces forums sont présentés comme une occasion pour les députés de tenir le gouvernement responsable dans sa réponse à la pandémie en posant des questions aux ministres et au premier ministre. Ils pourraient également présenter des motions et des pétitions. La méthode de vote sur les motions et les projets de loi n'a pas encore été finalisée par le Comité de la procédure de la Chambre.

Le Sénat a quant à lui décidé de prolonger son ajournement jusqu'au 2 juin.

Les médias rapportent que le premier ministre, les partis d'opposition, les premiers ministres provinciaux et les chefs d'entreprise et de syndicats trouvent des moyens de « régler les problèmes » sans parlement. L'exemple est donné de la « contribution positive » du président du Congrès du travail du Canada, Hassan Yussuff, lors de conversations directes avec le premier ministre et Perrin Beatty, le président de la Chambre de commerce du Canada, sur la mise en oeuvre du plan de sauvetage.

Dans une note du 9 avril, le bureau du président de la Chambre explique pourquoi la Chambre ne pouvait pas simplement connecter tout le monde à Zoom pour assurer la poursuite des travaux de la Chambre en dehors des comités : « La Chambre des communes a des exigences supplémentaires, y compris, et surtout, la nécessité de veiller à ce que les solutions soutiennent pleinement l'interprétation simultanée, afin que les députés et les Canadiens puissent suivre les délibérations dans la langue officielle de leur choix. »

Jaime Watt du *Toronto Star* écrit que « le président de la Chambre et son personnel ont de vrais défis à relever. Il y a des députés qui représentent des circonscriptions rurales où la connectivité à large bande est au mieux inégale. Le logiciel de téléconférence le plus populaire est insuffisamment sécurisé. De nombreux députés ont du mal à utiliser la technologie. Aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'y a pas de moyen facile d'assurer une traduction simultanée. Il n'est pas clair si les lois sur le privilège parlementaire qui protègent les députés contre la diffamation et les poursuites en diffamation s'appliquent dans le domaine virtuel. Et, bien sûr, d'autres coutumes étranges, beaucoup diraient anachroniques, telles que la tradition de s'adresser au président plutôt qu'à un député, peuvent également devoir être revues. Et la liste continue. »

« Pourtant, le besoin pressant de freins et contrepoids demeure. Comme je l'ai écrit il y a deux semaines, la démocratie n'est jamais aussi précaire que lors d'une pandémie. Le gouvernement a déjà montré qu'il n'a pas peur des dépassements antidémocratiques, sa tentative d'investir le ministre des Finances de pouvoirs d'urgence étendus qui dureraient 18 mois étant la pièce à conviction parfaite. Ce n'est que face à de vives critiques publiques, dirigées par l'opposition, que le gouvernement a reculé. »

À sa conférence de presse quotidienne du 20 avril, avant le vote à la Chambre, le premier ministre a déclaré : « Je pense que c'est notre responsabilité collective à tous de faire de notre mieux dans cette situation difficile. [...] C'est vraiment important pour moi que nous continuions à défendre notre démocratie, nos principes démocratiques, les principes de responsabilité, la capacité d'aller de l'avant avec de nouvelles lois pour aider les Canadiens. Cela compte vraiment. Mais il importe vraiment que nous le fassions de façon responsable. »

Les conservateurs se sont opposés à la motion du gouvernement. « M. Trudeau doit expliquer pourquoi il essaie de remplacer le parlement par des conférences de presse », a déclaré le chef par intérim Andrew Scheer. Les conservateurs ont d'abord proposé que des « séances de responsabilisation » en personne aient lieu quatre fois par semaine et, finalement, au moment du vote du 20 avril, ils se sont résignés à deux fois par semaine dans un amendement à la motion du gouvernement libéral, qui n'a pas passé.

« Les conservateurs continuent de croire que les fréquentes séances de responsabilisation au Parlement obtiennent de meilleurs résultats pour les Canadiens, a déclaré Scheer. Nous avons démontré à maintes reprises comment le débat, les discussions et les occasions de questionner le premier ministre et ses autres ministres améliorent les programmes et politiques du gouvernement. »

Susan Delacourt du *Toronto Star* écrit que ce que Scheer n'a pas dit, c'est que divers arrangements ont été conclus en dehors des séances de « reddition de comptes » à la Chambre et sans « le théâtre politique ». « Cela ressemble énormément à la démocratie et à la responsabilité - tous gérés sans théâtre », écrit-elle en référence aux échanges entre les partis politiques en matière de secours en cas de pandémie qui ont eu lieu par téléphone ou dans de petites rencontres privées sur la Colline du Parlement, loin des caméras.

Le chef du NPD, Jagmeet Singh, a dit qu'il souhaitait que la Chambre siège une fois par semaine, ce qui permettrait au parlement d'adopter des modifications législatives et d'améliorer l'aide aux

Canadiens touchés par la pandémie.

Le Parti vert considère le débat sur la reddition de comptes durant la pandémie comme une « nuisance » et que les questions urgentes soulevées par la crise sanitaire nécessitent des mesures immédiates et sans entraves, rapportent les médias.

Le député vert Paul Manly a soulevé une question de privilège lors de la séance du 20 avril pour dire que « toute motion tendant à tenir des séances ordinaires de la Chambre auxquelles ils ne peuvent pas participer est une atteinte aux droits de nombreux députés ».

La porte-parole parlementaire du Parti vert, Elizabeth May, a dit que même dans les séances limitées tenues jusqu'à présent, avec la participation d'environ 40 députés, elle ne se sentait pas en sécurité à cause de la difficulté à maintenir la distance physique à la Chambre. Ces séances obligent également les secrétaires politiques, les préposés à l'entretien, les traducteurs et autres à se rendre au travail alors qu'ils devraient rester à la maison, a-t-elle déclaré.

Elle a indiqué qu'elle et le député conservateur Pierre Poilievre étaient devenus particulièrement habiles à utiliser la technologie d'accès à distance pour faire pression sur le gouvernement et les fonctionnaires sur les détails des projets de loi à l'ordre du jour.

May admet que ce sont des circonstances extraordinaires et dit qu'elle réagirait au premier signe d'un gouvernement qui en profite pour « en imposer » aux opposants politiques. Mais, dit-elle, ce n'est pas le cas jusqu'à présent. « Je ne pense pas que les Canadiens apprécieront les gens et les partis qui cherchent actuellement à tirer un avantage partisan de la situation », a-t-elle ajouté.

« Nous avons ces séances de questions et réponses quotidiennes, poursuit-elle. Je sais que nous n'avons pas toujours la possibilité de poser nos questions chaque jour. Certains d'entre nous y parviennent assez bien. »

Le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, préfère également l'option de séances en ligne de la Chambre afin de contenir le virus. Il a qualifié de « tataouinages » les échanges qui « n'intéresse pas beaucoup de vrai monde » et reproché aux conservateurs « une grande insensibilité » face à la situation actuelle.

M. Blanchet a dit que le fait de siéger à la Chambre une fois par semaine, avec en plus des séances virtuelles, permettra quand même aux députés d'avoir un débat de fond sur les mesures du gouvernement.

Daniel Leblanc du *Globe and Mail* rapporte : « La pandémie a fait d'étranges compagnons de politiciens canadiens et d'autres décideurs de haut niveau de l'économie, tous engagés dans un exercice sans précédent de conception et de mise en oeuvre de politiques. »

Le parlement «administratif» n'est pas plus responsable envers le peuple que le parlement «normal»

La Chambre des communes a été ajournée le 13 mars suivant l'avis des responsables de la santé sur la nécessité d'éviter les grands rassemblements, les voyages et les interactions rapprochées au cours de l'épidémie de la COVID-19. La Chambre a repris partiellement ses travaux en avril et décidé qu'elle se réunira une fois par semaine en séance en personne et deux fois par semaine en séances virtuelles, rapporte le *Hill Times*. Outre les « séances de responsabilisation » et leurs

multiples limitations, d'autres réunions et téléconférences virtuelles ont remplacé diverses réunions et autres fonctions du Parlement et des ministères.

Selon les rapports de presse, tous les députés et sénateurs reçoivent un breffage technique sur la pandémie mondiale de la COVID-19 sept jours par semaine. La séance d'information quotidienne par téléconférence est coordonnée par le bureau de la ministre de la Santé Patty Hajdu et a lieu à 16 h 30 HNE. Les séances d'information, qui durent environ 30 à 45 minutes, ont commencé quelques jours après l'ajournement de la Chambre à la mi-mars en raison de la propagation du coronavirus.

Lors de la séance d'information, entre 10 et 12 hauts fonctionnaires de différents ministères, dont ceux de la Santé, des Finances et des Affaires mondiales et l'Agence du revenu du Canada, répondent aux questions des parlementaires. S'ils ne disposent pas des informations nécessaires pour répondre à une question précise, ces fonctionnaires prennent note des questions et fournissent des réponses le lendemain.

Depuis la suspension de la Chambre à la mi-mars, tous les caucus parlementaires tiennent des réunions hebdomadaires virtuelles. Le caucus libéral tient sa téléconférence tous les jours, donnant aux députés l'occasion d'interroger les ministres et parfois le premier ministre sur des programmes gouvernementaux spécifiques et de leur fournir les commentaires provenant de leurs électeurs, rapporte le *Hill Times*.

En ce qui concerne les séances d'information à l'intention des députés qui forment l'Opposition royale loyale et les sénateurs, un député conservateur aurait déclaré que les séances d'information techniques valaient mieux que rien, mais ces séances d'information ont une utilité très limitée en termes d'améliorer la législation ou un programme gouvernemental. Ces séances d'information sont également conçues pour fournir aux députés de l'opposition une plateforme pour informer les ministres du gouvernement « des préoccupations de leurs électeurs ».

Les séances d'information technique ne sont utiles que pour comprendre les aspects mécaniques d'une loi ou d'un programme gouvernemental. Ils ne comprennent pas des échanges dans les deux sens, a déclaré un député néodémocrate au *Hill Times*.

La chef parlementaire du Parti vert, Elizabeth May, dit qu'« elle a été impressionnée par les breffages et la coopération du gouvernement sur la COVID-19, parce que le gouvernement porte attention aux questions soulevées même par les députés de l'opposition, rapporte le *Hill Times*. J'ai des contacts personnels directs [avec les ministres du Cabinet] à un niveau bien supérieur à la normale lorsque le Parlement est en session, a déclaré May, [...] la circulation de l'information et le degré de collaboration sont franchement au-delà de toute attente. »

En plus de la séance d'information quotidienne de 16 h 30, les bureaux d'autres ministres du cabinet, y compris celui du ministre des Finances, Bill Morneau, tiennent également des séances de téléconférence à l'intention des parlementaires pour les informer des initiatives du gouvernement visant à atténuer les dommages causés par la COVID-19, rapporte le *Hill Times*.

Brian Masse, du NPD, a déclaré que ces séances d'information sont utiles mais trop brèves, car elles ne laissent pas suffisamment de temps à tous les politiciens de poser des questions.

« Selon le groupe auquel vous appartenez, la session pourrait être dominée par le secrétaire parlementaire ou par un libéral qui semble occuper beaucoup de temps au téléphone, ce qui élimine le temps des députés pour poser des questions, a déclaré Masse. S'il s'agit d'une réunion bureaucratique alors il n'y a pas d'énoncé de politique réellement transmis à la direction politique. Donc, c'est pour la collecte d'informations, ce n'est pas pour un processus à deux sens pour avoir des changements législatifs. »

Un député conservateur a déclaré qu'au moins les députés peuvent poser des questions aux hauts fonctionnaires du gouvernement lors de ces appels, mais d'après son expérience, la plupart du temps ils n'obtiennent pas d'information exclusive ou unique qui ne serait pas disponible par d'autres moyens.

À titre d'information

Résolution du VIIIe Congrès du PCC(M-L) sur la responsabilité commence chez soi



Au VIIIe Congrès du PCC(M-L) tenu à Ottawa en août 2008

ATTENDU QUE la défaite de l'Accord de Charlottetown en octobre 1992 a clairement signifié que la lutte de classe entre la classe ouvrière et la bourgeoisie sur qui décide des affaires de la société a éclaté de plus belle ;

ATTENDU QU'avec l'élection fédérale de 1993 un déséquilibre du système parlementaire s'est installé, que l'équilibre n'est toujours pas rétabli et que l'effondrement du système de gouvernance qui fonctionne avec un parti au pouvoir et un parti dans l'opposition censé représenter la volonté du peuple a approfondi la crise de la démocratie représentative ;

ATTENDU QUE la défaite de l'Accord de Charlottetown et le déséquilibre des élections fédérales de 1993 ont ouvert un espace de changement que la classe ouvrière doit occuper ;

ATTENDU QU'au lieu de renouveler le processus politique de manière à reconnaître le droit du peuple d'élire et d'être élu, les partis au parlement se sont engagés dans une succession de réformes de la loi électorale qui concentrent le privilège et le pouvoir entre leurs mains et que cela a conduit à une nouvelle aliénation du droit du peuple à se gouverner lui-même ;

ATTENDU QU'avec ces réformes les partis politiques au parlement sont devenus des appendices de l'État et qu'ils ont formé un système de partis cartellisés qui leur permet de négocier des ententes entre eux à l'insu du peuple pour se maintenir au pouvoir en situation de gouvernement minoritaire ;

ATTENDU la tendance de ces gouvernements à vouloir enchâsser le droit de monopole et à entraîner le Canada dans les guerres d'agression et d'occupation des États-Unis, à annexer le

Canada à l'Amérique du Nord des monopoles et à promulguer des lois qui portent atteinte aux droits individuels et collectifs ;

RECONNAISSANT QUE le mécontentement général envers l'ensemble du processus politique est l'expression du fait que les revendications du peuple ont de beaucoup dépassé les possibilités offertes par le processus politique actuel et que ce mécontentement et cette exigence de changer le processus politique sont devenus plus intenses ;

RECONNAISSANT QUE pour répondre à la demande du peuple qui veut exercer un contrôle sur ses affaires en participant à la gouvernance de sa société, il faut que ceux qui sont élus représentent le peuple et soient directement responsables devant lui et qu'il faut un nouveau genre de parti politique qui cherche à investir l'électorat du pouvoir et non pas à se faire porter au pouvoir lui-même pour servir des intérêts étroits ;

RECONNAISSANT QUE le système de partis cartellisés basé sur la domination des partis et sur le privilège de partis continuera de faire obstacle au développement des droits politiques pour tous et que cela crée une situation de plus en plus dangereuse, notamment avec l'établissement d'un système de valeurs qui viole le droit de conscience et qui criminalise l'opinion politique par l'invocation fasciste des « valeurs » canadiennes devant être acceptées par tous ;

RECONNAISSANT la nécessité de changer la loi électorale de manière à garantir qu'il n'y aura pas d'inégalité en fonction du statut qu'une personne occupe dans la société sur le plan de la richesse ou de l'accès aux leviers du pouvoir politique ou de l'influence politique qui prive les individus de leur droit de participer pleinement au processus politique et à l'établissement de l'ordre du jour du pays et du droit d'élire et d'être élu ;

RECONNAISSANT QUE le vice fondamental de la *Loi électorale du Canada* est qu'elle permet à des partis politiques d'exercer les droits qui, selon les normes universelles des droits humains, appartiennent à tous les membres du corps politique et que l'élimination de cette domination et de ce privilège de l'élite politique et des partis d'affaires est cruciale pour le renouvellement du processus politique ;

RECONNAISSANT que les politiciens des partis cartellisés ne vont jamais adopter des lois qui remettent leur existence en question et qu'il est par conséquent nécessaire que tous ceux et celles qui ont un intérêt réel à renouveler le processus politique se constituent en une force et deviennent eux-mêmes des politiciens ouvriers qui défendent le nouveau démocratique ;

RECONNAISSANT que l'élection de tel ou tel parti et la « politique de coalition » bloquent la voie au progrès de la société puisque les partis politiques ou les coalitions formées pour se porter au pouvoir concilient avec les institutions démocratiques anachroniques dont le but est de priver le peuple du pouvoir ;

RECONNAISSANT QUE le premier pas du nouveau démocratique est que les travailleurs ouvrent la voie en créant leurs propres mécanismes de changement politique, en établissant leur propre ordre du jour et en sélectionnant des candidats parmi les leurs qui vont combattre pour leur ordre du jour ; que les mots d'ordre : *La responsabilité commence chez soi ! Investissons le peuple du pouvoir ! Pas d'élection sans sélection ! Finances le processus, pas les partis ! Devenons des politiciens ouvriers – bâtissons les comités pour le nouveau ! Élisons un gouvernement antiguerre !* présentent de la façon la plus concise et la plus concrète le premier pas que tous doivent prendre en ce moment et que les travailleurs et leurs alliés agissant comme politiciens ouvriers sont l'opposition et la force la plus effective pour le nouveau démocratique ;

IL EST RÉSOLU PAR LE VIII^e CONGRÈS DE :

1. Mettre le plein poids du Parti derrière ce programme :

Pour nous la responsabilité commence chez soi !

Investissons le peuple du pouvoir !

Pas d'élection sans sélection !

Financez le processus, pas les partis !

Devenons des politiciens ouvriers – Bâtissons les comités du renouveau !

Élisons un gouvernement antiguerre !

2. Mettre le plein poids du Parti derrière l'établissement des Comités du renouveau pour qu'ils :

a) soient établis parmi les gens qui vivent et travaillent ensemble dans les endroits de travail, les institutions d'enseignement, les quartiers et les endroits où vivent les personnes âgées ;

b) fonctionnent sur la base de la politique pratique et de la mobilisation politique de masse non partisane de manière à unir les gens dans l'action pour le renouveau démocratique ;

3. Donner le mandat suivant au dirigeant ou à la dirigeante national(e) du Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC) :

a) être responsable du profil public du PMLC en tant que parti du renouveau canadien ;

b) représenter le PMLC durant et entre les élections et dans toutes les fonctions officielles ;

c) agir comme personne ressource pouvant prendre la parole à des événements à la demande d'organisations nationales, régionales et locales ;

d) établir un bureau de relations publiques du dirigeant ou de la dirigeante national(e) pour s'occuper des médias et répondre aux questions du public ;

e) publier des communiqués du PMLC sur une base régulière.

f) éduquer les membres du PMLC et le public sur la *Loi électorale du Canada*, les théories de la gouvernance et les questions connexes ;

g) soutenir tous les candidats du PMLC durant une élection fédérale ;

h) s'assurer que le PMLC soit en tout temps conforme à la *Loi électorale du Canada*.

4. Donner à l'exécutif du PMLC le mandat de consolider le Bureau national du PMLC, de rénover le site Web du PMLC, de mener des campagnes de recrutement et de tout préparer pour participer aux élections fédérales dans le but d'élire une opposition ouvrière effective et un gouvernement antiguerre.

La nécessité d'établir une nouvelle direction pour l'économie!

Disons non! au «retour à la normale» dans le secteur de l'énergie

- K.C. Adams -

La direction actuelle du secteur de l'énergie partout au Canada s'est révélée désastreuse pour l'économie, l'environnement et ceux qui font le travail. L'annonce par le gouvernement Trudeau de 1,7 milliard de dollars le 17 avril pour nettoyer les puits orphelins laissés par des propriétaires irresponsables de compagnies pétrolières est une preuve supplémentaire de la nécessité d'un changement. L'action du gouvernement semble lamentable face aux dizaines de milliers de licenciements dans le secteur, aux dommages économiques causés aux communautés touchées par la crise, aux souffrances du peuple, aux prix de marché non contrôlés du pétrole et du gaz naturel qui sont bien en deçà du prix de production, et aux sombres perspectives d'avenir lorsque ceux en contrôle présentent le retour à la normale comme la seule option.



Les Canadiens n'ont aucun contrôle sur la quantité de pétrole et de gaz naturel produite, leurs prix sur le marché, où ils sont vendus et aboutissent, et ce qui arrive à la plus grande partie de la nouvelle valeur produite par les travailleurs du pétrole et du gaz. Après des années de tapage médiatique sur comment l'avenir sera radieux pour le secteur de l'énergie si seulement les Canadiens produisent encore plus, une crise monumentale a saisi le secteur dans le monde entier avec des mises à pied, des faillites et des effondrements sans précédent. Et le mieux que l'élite dirigeante canadienne puisse trouver comme solution est de nettoyer une fraction du gâchis environnemental causé par ceux qui possèdent et contrôlent l'industrie et pour lequel ils refusent de payer pour ensuite déclarer que les affaires continueront comme avant lorsque la crise s'atténuera.

L'anarchie de la production et ses conséquences désastreuses

La base économique de la relation sociale au Canada se retrouve régulièrement en crise. Regardez le secteur de l'énergie. Le secteur n'est même pas sorti de l'effondrement des prix du marché du pétrole et du gaz naturel de 2014 alors qu'il se retrouve dans une nouvelle crise encore plus grave. Hier et aujourd'hui, ceux qui sont au contrôle refusent d'aborder les problèmes récurrents et d'élaborer une nouvelle direction. Ils s'engagent dans la persévérance, répétant la même chose alors que la vie elle-même a prouvé que ce qu'ils promeuvent ne fonctionne pas et doit changer.

Les impérialistes qui contrôlent la valeur déjà produite ont déclaré que la voie de la prospérité pour les travailleurs est de produire de plus en plus de pétrole à expédier aux États-Unis et au-delà par des oléoducs allant au sud et à l'ouest vers les océans, et que cela garantira l'avenir du secteur de l'énergie. Le résultat n'est pas à la hauteur des attentes autour desquelles on fait beaucoup de bruit. À quoi sert un oléoduc s'il n'y a pas d'acheteurs ou, s'il y en a, le prix du marché du produit est près de zéro ?

L'anarchie et l'expansion et le ralentissement de la production incontrôlée de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis par la fracturation hydraulique ont entraîné une surproduction mondiale

sans précédent et d'autres problèmes. L'augmentation du double de la production de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis en seulement dix ans, combinée à la pandémie du coronavirus, ont fait s'effondrer le commerce et la spéculation sur le pétrole et son prix sur les marchés est près de zéro, sans aucun endroit pour entreposer la production invendue.



En Alberta, la classe ouvrière fait face à un taux de chômage de 25 % ou pire, les entreprises font faillite et le peuple est confronté au spectre de l'anéantissement des programmes sociaux et des services publics privés d'investissements depuis des décennies. Les dommages causés à l'environnement, qui n'ont jamais été pris en compte même lorsque le secteur était en plein essor, posent de graves risques pour l'environnement social et naturel. Les impérialistes qui sont au contrôle refusent d'admettre qu'ils n'ont aucune solution si ce n'est davantage de la même chose, ce qui n'est pas du tout une solution.

Les oligarques de l'énergie ne peuvent même pas contrôler le prix du marché des précieuses ressources naturelles que les travailleurs produisent. Les spéculateurs de marché à

contrats et à terme à Chicago et ailleurs se livrent à la spéculation parasitaire dans le commerce des produits énergétiques dans le monde entier. Les producteurs inondent le marché de matières premières en hydrocarbures pour défaire leurs concurrents, puis disent être les premiers surpris lorsque les prix s'effondrent, blâment les autres pour les catastrophes auxquelles ils ont contribué et même appellent à la guerre dans le golfe Persique comme solution pour éliminer 25 millions de barils de pétrole par jour de l'approvisionnement mondial.

La réponse de ceux qui sont au contrôle ne peut pas être considérée comme sérieuse mais uniquement intéressée et dangereuse à l'extrême. Leur but étroit de profit maximum ne peut pas contrôler les immenses forces productives qui ont été libérées. Ils n'admettront pas l'évidence que le système impérialiste a échoué et va d'une crise à l'autre et que les économies ont besoin d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction. Ils nient que la braderie des ressources canadiennes et leur refus de bâtir une économie prosociale dynamique et diversifiée sont mauvais et doivent être changés. Le contrôle de l'économie doit être transféré aux producteurs réels, à ceux qui font le travail et y voient un intérêt dans la production et sa distribution planifiée et sont profondément préoccupés par l'avenir de leurs communautés et du pays.

C'est une blague de mauvais goût que de suggérer une sortie de crise par plus de la même chose et un retour à la normale par des subventions sans fin aux oligarques de l'énergie, que ce soit par le rachat par le gouvernement de leurs projets ratés tels que les pipelines Keystone XL et Trans Mountain, par des paiements publics pour nettoyer le gâchis qu'ils ont laissé ainsi que par des fonds publics supplémentaires pour faire face aux problèmes tels que les fuites de gaz méthane dans l'atmosphère, qui devraient être traités dans le cadre du processus de production normal.

La nécessité d'une nouvelle direction pour le secteur de l'énergie et pour l'économie

La discussion et l'échange de vues sur une nouvelle direction pour le secteur de l'énergie doivent commencer dès maintenant. Il faut se demander ce qui est arrivé à toute la nouvelle valeur que les grandes sociétés pétrolières et gazières ont expropriée. Pourquoi cette valeur n'a-t-elle pas servi à

bâtir une économie dynamique et diversifiée à l'abri des prix et de la demande mondiaux ? Pourquoi les Canadiens n'ont-ils aucun contrôle sur la quantité de pétrole et de gaz qu'ils produisent, sur la distribution des énergétiques et sur leurs prix sur le marché ?

Les Canadiens n'ont pas le contrôle. Les oligarques qui contrôlent la production et la distribution sont motivés par la cupidité, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas contrôler les immenses forces productives de l'économie moderne, les précieuses ressources naturelles du Canada et les conséquences de leurs actions. Les Canadiens doivent prendre le contrôle et élaborer une nouvelle direction et un nouvel objectif pour le secteur de l'énergie et l'économie qui servent leurs intérêts et humanisent l'environnement social et naturel.



La discussion et l'échange de points de vue doivent commencer aujourd'hui

Les forums virtuels de travailleurs et d'autres couches sociales doivent commencer immédiatement pour discuter et échanger des points de vue sur la nécessité d'une nouvelle direction pour le secteur de l'énergie et l'économie et sur la manière de prendre le contrôle de ces derniers.



Il faut répondre à des questions fondamentales quant aux besoins de l'économie canadienne en énergie et comment les satisfaire par la production canadienne de manière planifiée, et quelles politiques pratiques sont nécessaires pour introduire le nouveau. Assez de cette anarchie incontrôlée de la production qui ne fait que remplir les poches déjà pleines des riches oligarques dont le seul but est le profit maximum et qui nous conduit régulièrement à la crise.

La discussion et l'échange de points de vue doivent avoir lieu sur ce qui devrait et pourrait être fait avec l'immense nouvelle valeur que les

travailleurs de l'énergie produisent et comment elle pourrait être investie dans l'économie.

La demande de pétrole et de gaz naturels canadiens provenant de l'extérieur du pays peut être satisfaite sous forme de contrats d'une manière planifiée et à l'avantage réciproque avec des prix du marché proches de leurs prix de production et de transport. Cela signifie que les parasites qui commercent sur les marchés du pétrole et du gaz et les entreprises mondiales qui produisent, vendent et achètent du pétrole et du gaz doivent être éliminés de la distribution nationale et internationale canadienne du pétrole et du gaz.

Si d'autres pays comme les États-Unis refusent de payer des prix qui correspondent aux prix de la production, alors c'est leur droit et c'est le droit des Canadiens de ne pas livrer de pétrole et de gaz naturel à quiconque sans conclure un arrangement à avantage réciproque. De tels arrangements ne doivent pas être soumis à l'ingérence, à l'anarchie et au parasitisme des marchés mondiaux des contrats à terme du pétrole ou à tout autre dispositif que l'oligarchie financière a conçu pour servir sa cupidité, son parasitisme et sa dégradation.

La discussion et l'échange de points de vue doivent avoir lieu avec les peuples autochtones afin de répondre à leurs attentes en matière de développement et d'avantages et d'obtenir leur consentement pour toute activité industrielle ou autre sur leur territoire.

Des discussions et des échanges de points de vue doivent avoir lieu pour développer un mode de vie et faire respecter un niveau de vie, des conditions de travail et une sécurité au Canada pour les travailleurs qui construisent les moyens de production, produisent du pétrole et du gaz naturel, et raffinent et transportent ces produits aux consommateurs.



Des discussions et des échanges de vues doivent avoir lieu autour des questions plus larges et des préoccupations pour la santé de l'environnement naturel et de ce qui doit être fait pour faire avancer la science à cet égard.

L'enjeu qui est au-dessus de tout est que dans le secteur de l'énergie d'un océan à l'autre du Canada un retour aux affaires comme si rien ne s'était passé dans le secteur de l'énergie est impossible et les travailleurs doivent s'assurer que c'est le cas par des politiques pratiques et des actions avec analyse. Une nouvelle direction doit être trouvée et mise en oeuvre, une direction que les travailleurs eux-mêmes élaborent et contrôlent et ont le pouvoir politique et économique de mettre en oeuvre.



Le Fonds de nettoyage de puits orphelins est un autre gigantesque stratagème pour payer les riches

- Dougal MacDonald -

Le gouvernement fédéral de Justin Trudeau a déclaré le 17 avril que 1,7 milliard de dollars seraient dépensés pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz abandonnés dans les provinces productrices de pétrole. Un petit nombre de ces puits sont généralement appelés puits orphelins. Le gouvernement a également déclaré qu'il rendra disponible un fonds public de 750 millions de dollars pour réduire les émissions de méthane dans le secteur de l'énergie. Le fonds comprend 75 millions de dollars pour aider l'industrie extracôtière à réduire ses émissions à Terre-Neuve-et-Labrador.

La question des puits abandonnés dits « orphelins » et inactifs

Des milliers de puits de pétrole inactifs et abandonnés sont éparpillés en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, un passif environnemental qui coûtera des milliards de dollars à assainir. À elle seule, l'Alberta compte environ 91 000 puits inactifs et 7 300 puits abandonnés.

Au cours de la dernière crise qui a débuté en 2014, lorsque le prix du marché dicté par l'impérialisme a chuté de manière spectaculaire, de nombreuses entreprises ont simplement abandonné des milliers de puits de pétrole tels que Lexin Resources, Redwater Energy, Houston Oil and Gas et Trident Exploration. Le passif environnemental a été transféré au Trésor public et certains ont été versés à l'Orphan Well Association de l'Alberta.

Les puits de pétrole et de gaz orphelins sont ceux abandonnés par des promoteurs qui ont disparu, fait faillite ou déclarent qu'ils n'ont plus les moyens financiers de payer pour une désaffectation adéquate des puits. Selon Finances Canada, il y a environ 4 700 puits orphelins en Alberta, 600 en Saskatchewan et 350 en Colombie-Britannique. L'Alberta compte 91 000 autres puits inactifs, qui ne sont plus productifs, mais n'ont pas été nettoyés, et il y a 36 000 autres puits inactifs en Saskatchewan et 12 000 en Colombie-Britannique.

Un montant pour le nettoyage des puits n'a pas été régulièrement déduit du revenu brut lorsque les puits étaient en production ou le montant déduit et mis de côté n'était pas suffisant. Le nettoyage d'un puits après sa durée de vie productive varie de 100 000 \$ à des millions de dollars selon la taille et la complexité du puits.

Un problème avec la méthode actuelle de fracturation hydraulique pour le pétrole et le gaz naturel est que l'investissement de démarrage est plus important que pour les puits conventionnels et la période de production est beaucoup plus courte, aussi peu que six mois pour les puits de pétrole dans certains cas. Cela rend la différence beaucoup plus petite entre la nouvelle valeur de la production et le prix pour ramener le puits épuisé à des normes environnementales acceptables. La revue *Narwhal* souligne ce problème avec des recherches montrant que les puits par fracturation ont régulièrement une durée de vie beaucoup plus courte que les puits conventionnels, qui pourraient être en production pendant 20 ans alors que les puits fracturés ne durent généralement que de six mois à trois ans. Le *Narwhal* dit qu'un gros problème avec le boom de la fracturation est le grand nombre de puits qui resteront dormants une fois l'extraction du pétrole terminée. Beaucoup de ces puits appartiennent en fait à des entreprises qui sont entièrement solvables, mais refusent d'appliquer les mesures correctives environnementales nécessaires. Le secteur de l'énergie ne communique pas le véritable impact du nombre de puits déjà existants qui nécessitent une attention.

La restauration de puits de pétrole et de gaz est un processus pluriannuel. Tout d'abord, les puits doivent être mis hors service ou scellés avec du ciment. La remise en état complète implique le nettoyage de la contamination et la remise en état du terrain tel qu'il était avant les activités.

« La désaffectation d'un puits inactif réduit la probabilité que le pétrole, le méthane et l'eau saline remontent à travers le puits dans les aquifères d'eau douce, les eaux de surface, le sol ou l'atmosphère », a écrit l'ancienne vérificatrice générale de la Colombie-Britannique, Carol Bellringer, dans un rapport spécial. « Bien que l'industrie d'extraction du pétrole et du gaz soit une composante importante de l'économie de la Colombie-Britannique, elle introduit des risques environnementaux qui entraînent une responsabilité financière », a noté le rapport de Bellringer. « La contamination potentielle par des activités pétrolières et gazières peut affecter la qualité des eaux souterraines et de surface, la qualité de l'air, la santé humaine, la faune et le bétail ; si les opérateurs n'assainissent pas leurs sites inactifs en temps opportun, le risque environnemental et la responsabilité financière qui en résulte demeureront. »

En ce qui concerne le fonds réservé aux compagnies d'énergie pour des puits orphelins et inactifs, Trudeau a déclaré : « C'est une occasion pour nous de nous assurer que les Albertains se mettent au travail pour nettoyer leur province. » Le gouvernement a également déclaré que les entreprises privées du secteur qui sont encore engagées dans la production peuvent se prévaloir du programme de subventions salariales de 73 milliards de dollars. Le programme versera 75 % du salaire des travailleurs jusqu'à un certain montant. Les entreprises énergétiques peuvent également demander des marges de crédit par le biais de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et développement Canada, qui autorisent actuellement des prêts entre 15 et 60 millions de dollars pour couvrir les coûts d'exploitation. Le gouvernement fédéral soutient également des prêts pouvant atteindre 40 000 \$ pour les entreprises dont la masse salariale se situe entre 20 000 et 1,5 million de dollars par année. Jusqu'à 10 000 \$ du prêt sans intérêt n'ont pas à

être remboursés. À ce jour, 220 000 prêts d'une valeur de 8,8 milliards de dollars ont été approuvés.

Le nettoyage des puits orphelins et inactifs avec le 1,7 milliard de dollars emploiera 5 200 travailleurs jusqu'à épuisement de l'argent, suggère le gouvernement. Le financement pourrait aider à améliorer les bilans des sociétés énergétiques en supprimant certains de leurs passifs environnementaux, ce qui signifie qu'elles pourraient alors emprunter plus de fonds.

L'exemple albertain

Le programme sera géré par le gouvernement albertain avec des fonds du gouvernement fédéral. Il couvrira entre 25 % et 100 % des coûts du nettoyage selon la « capacité de payer » de la compagnie responsable. Il peut servir à fermer des puits, à retirer des pipelines abandonnés et à effectuer des évaluations environnementales. Le 24 avril, le gouvernement a annoncé qu'à partir du 1er mai, les entreprises d'entretien des sites pétroliers de l'Alberta peuvent demander en ligne des subventions par tranche de 100 millions de dollars. Une deuxième somme de 100 millions de dollars sera débloquée du 15 mai au 15 juin. En résumé, le programme des puits orphelins du gouvernement fédéral sert à payer les frais de nettoyage encourus par les sociétés pétrolières et gazières, souvent de propriété étrangère, qui ont réalisé des méga-profits pendant plusieurs années par l'exploitation de la main-d'oeuvre et des ressources naturelles de l'Alberta.



Trudeau affirme que l'objectif du financement fédéral est de créer des emplois immédiats dans les trois provinces, tout en aidant les entreprises à éviter la faillite. Le gouvernement de l'Alberta a déjà prévu plus de 70 millions de dollars pour le nettoyage en invoquant des justifications similaires. En réalité, le financement public des deux niveaux de gouvernement n'est qu'un autre gigantesque stratagème pour payer les riches. Il est également tout à fait insuffisant. Au lieu de tenir les monopoles de l'énergie responsables du nettoyage de leurs dégâts et d'appliquer le principe du « pollueur payeur », ceux qui ont le pouvoir utilisent les fonds publics pour payer pour le nettoyage. Et la prétention de « créer des emplois » est un affront quand on sait que le gouvernement Kenney a réduit le financement des commissions scolaires de l'Alberta et provoqué le licenciement de près de 25 000 travailleurs de l'éducation.

Le nombre de puits orphelins cité varie. Par exemple, un article du *Financial Post* du 28 décembre 2019 indiquait que l'Orphan Well Association (OWA) de l'Alberta a inventorié environ 3406 puits orphelins sur sa liste de sites à nettoyer, des sites généralement sans surveillance sur les terres des propriétaires fonciers ruraux. Le grand nombre de puits orphelins est principalement dû au fait que les sociétés énergétiques ont été autorisées à abandonner leurs responsabilités en matière de nettoyage en déclarant faillite, et nombre d'entre elles continuent de le faire.

Notons qu'il existe 94 000 autres puits de pétrole et de gaz inactifs en Alberta, dont certains ou tous pourraient éventuellement devenir orphelins. La régie de la réglementation de l'énergie de l'Alberta (AER), l'organisme gouvernemental dont le mandat est de veiller à ce que l'exploitation pétrolière et gazière tienne compte de la protection de l'environnement, estime que le coût total du nettoyage

pourrait s'élever à 260 milliards de dollars. L'ARE, qui est financée par l'industrie et présidée par l'ancien PDG de l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), a pour fonction de rationaliser le processus d'approbation du développement énergétique. Rex Tillerson, PDG d'ExxonMobil et ancien secrétaire d'État américain, a salué le travail de l'ARE qui permet de « diminuer le dédoublement et les coûts et augmenter l'efficacité » de la décontamination.

L'ARE dispose d'un système de gestion censé garantir que les sociétés énergétiques autorisées à forer disposent d'actifs financiers suffisants pour payer pour le nettoyage plus tard. Si les actifs de l'entreprise sont insuffisants pour assumer ses obligations environnementales, l'ARE peut percevoir et détenir un dépôt de garantie au cas où l'entreprise fuirait ses obligations. Les chiffres montrent que les dépôts collectés au fil des ans ont été très insuffisants et mal calculés.

Actuellement, la province estime que l'éventuelle facture de nettoyage des puits de pétrole et de gaz en Alberta est de 30 milliards de dollars, mais l'ARE ne détient que 227 millions de dollars en dépôts de garantie financière. Ce manque à gagner est imputable à la maladresse de l'ARE alors qu'en réalité il s'agit d'une façon établie de faire les choses pour satisfaire les besoins des monopoles.

L'OWA, qui est dirigée et financée par l'industrie albertaine, a été créée en 2002 « pour gérer les risques environnementaux des propriétés pétrolières et gazières qui n'ont pas de partie juridiquement ou financièrement responsable pouvant être tenue responsable ». Le conseil d'administration de l'OWA comprend des représentants de l'AER, du gouvernement provincial et de l'ACPP. Le vice-président de l'ACPP en est le président. L'OWA tient un inventaire des puits orphelins et recueille des fonds pour superviser le déclassement des puits, mais, comme l'ARE, ses fonds actuels sont loin d'être suffisants pour payer pour les coûts de nettoyage. En effet, les prélèvements auprès des pollueurs potentiels ont toujours été minuscules par rapport aux coûts prévisibles de nettoyage.

Certains disent que le problème des puits orphelins a été créé par l'incapacité du gouvernement précédent à prendre des mesures, la collecte de dépôts inadéquats et le fait de ne pas avoir fixé de délai pour le traitement des puits inactifs. Tout cela est vrai, mais ils négligent de mentionner que la cause première de toutes ces lacunes est que les gouvernements de l'Alberta agissent comme des commis voyageurs de l'industrie de l'énergie et le font depuis des décennies. Les Albertains demandent la fin des stratagèmes pour payer les riches, comme ce fonds pour les puits orphelins, et une augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services publics pour répondre aux besoins de la population et activer l'économie à cette fin. La pandémie est l'occasion d'établir une nouvelle direction pour l'économie. Les Canadiens doivent se battre pour une économie qui sert le peuple et non les riches et qui humanise l'environnement social et naturel.

(Sources : The Narwhal, diverses agences de nouvelles, Rapport de contrôle effectué par la vérificatrice générale de la Colombie-Britannique, Carol Bellringer, sur les mesures de conformité et d'application des lois dans le secteur minier)



Justice pour les travailleurs migrants

Les organisations de défense exigent la protection de tous les travailleurs agricoles

Les organisations qui défendent les travailleurs migrants intensifient leur lutte à la défense de tous les travailleurs agricoles, dont la section la plus vulnérable est composée des près de 60 000 travailleurs saisonniers et temporaires qui viennent au Canada à chaque année travailler dans l'industrie agricole. Plusieurs y viennent en participant à des programmes fédéraux tels que le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS).

Le mois dernier, le gouvernement fédéral a autorisé les agriculteurs à embaucher des travailleurs migrants pendant la pandémie, à condition qu'ils s'isolent pendant deux semaines à leur arrivée. Le règlement, par contre, ne s'applique pas aux travailleurs considérés essentiels par les représentants de la Santé publique. Le gouvernement fédéral, de façon éhontée, s'est lavé les mains de la nécessité d'adopter des mesures permettant aux travailleurs agricoles migrants de pratiquer la distanciation sociale au travail et où ils sont hébergés. Les travailleurs agricoles migrants sont généralement mal logés dans un espace qu'ils doivent partager avec plusieurs autres. Pourtant, le gouvernement fédéral a décrété que les entreprises agricoles sont les mieux placées pour fournir un hébergement adéquat, en conjonction avec les provinces.



Selon un rapport publié en juillet 2019 par le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, l'embauche de travailleurs migrants temporaires a augmenté de 45 600 en 2014 à près de 60 000 en 2017. Ce qui veut dire que les travailleurs migrants constituaient près d'un sixième de tous les emplois de la main-d'oeuvre agricole canadienne. L'Ontario embauche 14 000 migrants temporaires pour travailler dans le secteur agricole chaque saison. Dans le sud-ouest de l'Ontario, Leamington et la municipalité adjacente de Kingsville accueillent annuellement de 5000 à 6 000 travailleurs, dont la vaste majorité sont du Mexique.

Depuis près de 20 ans, Justicia pour les travailleurs migrants (J4MW) défend les droits des migrants et de tous les travailleurs agricoles et intensifie sa lutte dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 pour exiger une protection urgente pour ces travailleurs.

Par exemple, le gouvernement Ford de l'Ontario a annoncé une augmentation salariale et une prime spéciale pour certains travailleurs qui dispensent des services au cours de la pandémie du coronavirus, comme certains travailleurs d'hôpitaux, de centres de soins de longue durée ou de refuges d'urgence, il n'a même pas daigné inclure les travailleurs agricoles parmi les travailleurs admissibles à ces mesures. J4MW veut savoir pourquoi les travailleurs agricoles, un des groupes les plus vulnérables et essentiels, sont exclus de ces soutiens financiers. En raison des récentes révélations médiatiques comme quoi le virus s'est propagé dans les entreprises agricoles, J4MW exige que le gouvernement provincial mette en place des mesures pour protéger les intérêts des travailleurs agricoles et la chaîne agroalimentaire.

Dans un communiqué de presse du 26 avril, J4MW exhorte le gouvernement provincial et le ministère du Travail à mettre en place des mesures immédiates pour faire en sorte que les travailleurs agricoles soient protégés de la propagation de la pandémie. Selon le communiqué, ces mesures doivent comprendre ce qui suit :

- élargir l'augmentation salariale pour qu'elle s'applique à tous les travailleurs agricoles de l'Ontario
- établir un processus d'appel rapide pour les travailleurs migrants lorsqu'ils déposent des plaintes relativement à des questions de santé et de sécurité au travail et aux normes d'emploi
- les travailleurs migrants ne doivent pas être liés exclusivement à un employeur
- élargir la législation sur la santé et la sécurité au travail pour qu'elle s'applique aux hébergements agricoles

- consolider les protections anti-représailles pour faire en sorte que les travailleurs ne soient pas congédiés lorsqu'ils soulèvent leurs préoccupations grandissantes de santé et de sécurité ou sont blessés ou tombent malades
- développer des règlements pour protéger les travailleurs du stress de la chaleur, de l'exposition aux produits chimiques et aux pesticides, des espaces restreints, du travail en hauteur et d'autres risques professionnels
- accroître les inspections non annoncées et proactives dans toutes les entreprises agricoles en Ontario
- fournir une prime de risque, de maladie et d'autres avantages sociaux qui tiennent compte des dangers liés au travail agricole
- reconnaître qu'un salaire basé sur le paiement à la pièce représente un danger pour la santé et la sécurité au travail
- développer et mettre en oeuvre une législation de santé et sécurité au travail qui reconnaît le racisme et la discrimination systémique et fournit une analyse basée sur l'équité afin de déterminer quelles catégories de travailleurs courent le plus grand risque de danger dans leur travail
- donner l'information sur les protocoles que la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail a adoptés pour isoler les travailleurs infectés (et protéger les travailleurs non infectés) s'il y a écloisonnement dans le dortoir ou à l'endroit de travail
- que cessent toutes déductions salariales imposées par l'employeur pour l'équipement de protection personnelle et élaborer des règlements qui obligent les employeurs à fournir des toilettes, des installations sanitaires et de l'eau potable pour les travailleurs agricoles partout en Ontario
- renforcer la protection des travailleurs migrants contre les frais de recrutement en tenant les employeurs et les recruteurs conjointement responsables
- mettre fin aux exclusions de la paie de vacances, du paiement des heures supplémentaires, des dispositions sur le minimum d'heures travaillées et mettre fin à la myriade de règlements qui sont inévitables pour les travailleurs agricoles

« Ce sont des revendications de longue date que les travailleurs agricoles défendent depuis des décennies », dit Moilene Samuels, une activiste du J4MW. « Si nous voulons empêcher la propagation de cette pandémie, il nous faut des changements structurels aux iniquités systémiques de pouvoirs qui existent dans notre secteur », ajoute-t-elle.

J4MW et plusieurs organisations qui luttent à la défense des travailleurs migrants revendiquent aussi que le gouvernement canadien accorde le statut de résident à tous les travailleurs migrants.

Le communiqué de presse cite la Dr Vasanti Venkatesh, professeur de droit à l'Université de Windsor. « Les travailleurs agricoles migrants ont toujours été le pilier de la saison des récoltes et leurs contributions sont plus essentielles que jamais puisqu'ils assurent une sécurité alimentaire pour le Canada pendant cette pandémie, dit-elle. Pourtant, c'est au cours de la saison des récoltes que ces travailleurs ont le moins de protection, puisqu'ils travaillent de nombreuses heures supplémentaires sans paie dans des conditions de vie et de travail dangereuses. »

Vasanti Venkatesh souligne aussi que « les iniquités structurelles dans le travail agricole sont exacerbées par la double pression de la pandémie et des récoltes. Par conséquent, il n'a jamais été aussi urgent d'accorder aux travailleurs tous leurs droits et protections. Les employeurs agricoles

reçoivent toutes sortes d'avantages sous forme de subventions et autres formes de financement et d'exemptions aux règlements. Il est temps que les travailleurs aient tous les avantages qui leurs sont dus et qu'ils soient valorisés pour leur travail essentiel. »



La situation actuelle chez Cargill à High River, en Alberta

Neuf cent huit des 2 000 travailleurs de l'usine de Cargill à High River, en Alberta, ont maintenant été déclarés porteurs de la COVID-19, avec 631 cas déclarés rétablis. Au moins sept travailleurs sont hospitalisés et cinq sont aux soins intensifs. Un employé de Cargill et un proche contact sont décédés. Il y a 1 385 cas de la COVID-19 à High River, qui compte moins de 14 000 habitants. High River est à environ 60 km au sud de Calgary et les travailleurs de Cargill vivent à Calgary ainsi qu'à High River. La situation est également extrêmement grave à l'usine JBS de Brooks, qui compte 390 cas confirmés et 456 cas dans la communauté. Si on les additionne, 42 % de tous les cas albertains sont liés à ces usines détenues par des monopoles étrangers géants qui contrôlent l'industrie de l'emballage de la viande et transforment ensemble 70 % du boeuf canadien.



L'usine de High River a été fermée il y a deux semaines, après que les travailleurs aient débrayé en grand nombre. Malgré le nombre croissant de travailleurs qui ont été testés positifs de jour en jour, Cargill a annoncé que l'usine rouvrirait ses portes le lundi 4 mai. En réponse, la section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) a demandé un arrêt de travail à la Commission de santé-sécurité au travail de l'Alberta (Alberta Occupational Health & Safety - AOHS) et a déposé une plainte pour pratique déloyale de travail, désignant Cargill et le gouvernement de l'Alberta comme intimés.

Le gouvernement de l'Alberta déclare qu'il requiert des services essentiels dont la transformation des aliments, qu'il respecte les lignes directrices en matière de distanciation sociale et les autres mesures visant à limiter la propagation du coronavirus. Cependant, Cargill a été autorisée à

continuer de forcer ses employés à travailler coude à coude sous prétexte que l'entreprise faisait ce qui était « possible », d'harcéler les travailleurs pour qu'ils reviennent au travail même s'ils étaient malades et de fournir des équipements de protection individuelle comme des écrans faciaux seulement aux superviseurs, mais pas aux travailleurs.

Le 29 avril, Cargill a déclaré dans un communiqué qu'il avait le soutien de l'AOHS pour rouvrir ses opérations. Le syndicat rappelle que la compagnie avait dit que c'était sécuritaire quand 38 travailleurs avaient été testés positifs. La section locale 401 des TUAC a demandé la fermeture de l'usine à ce moment-là, mais il a fallu 18 jours pour que l'usine soit définitivement fermée.

Un représentant de Migrante rapporte qu'environ 500 travailleurs de l'usine sont des travailleurs étrangers temporaires. Les TUAC ont négocié des clauses dans leur convention collective qui exigent que l'employeur nomme des travailleurs étrangers temporaires pour le Programme des candidats des provinces pour obtenir la résidence permanente, sur la base que s'ils sont assez bons pour travailler, ils sont assez bons pour rester. La majorité des travailleurs de l'usine sont d'anciens et de nouveaux travailleurs étrangers temporaires, la majorité venant des Philippines, et d'autres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La section locale 401 des TUAC a publié un sondage sur son site Web en quatre langues auquel 600 personnes ont répondu questions : 1) Pensez-vous que l'usine devrait rouvrir ? et 2) Avez-vous peur d'aller travailler ? Sur le site Web on rapporte que 80 % des travailleurs ont dit non à la réouverture le 4 mai et que 85 % disent craindre pour leur santé et celle de leurs familles s'ils retournent au travail.

Le président de la section locale 401, Tom Hesse, a clairement indiqué que même si le syndicat reconnaît qu'il est illégal de faire la grève pendant la durée d'une convention collective, les travailleurs ont le droit de refuser un travail dangereux. Les travailleurs de Cargill sont très conscients de leur droit de refuser un travail dangereux, et le syndicat appuiera ceux qui exercent ce droit, a-t-il déclaré.

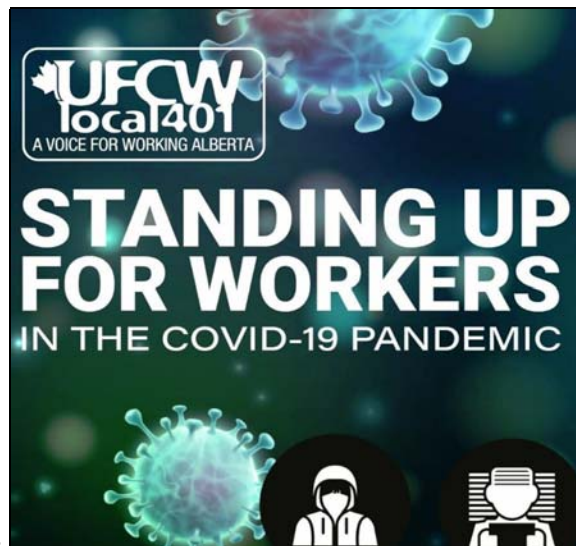
Hesse a fait les déclarations suivantes à propos des démarches légales du syndicat :

« Cargill et le gouvernement de l'Alberta ont ignoré nos appels à une approche centrée sur les travailleurs pour assurer la sécurité de l'usine. Les rapports d'inspection des services de santé de l'Alberta ne nous ont pas été communiqués et les inspections faites par AOHS ont omis les graves préoccupations que nous avons soulevées.

« La raison d'être d'un syndicat est de constituer une représentation forte et sans réserve. L'une des raisons pour lesquelles les syndicats existent est de promouvoir et de défendre le droit à la santé et à la sécurité au travail.

« Notre objectif et notre rôle sont d'utiliser toutes les voies légales à notre disposition pour garder l'usine de Cargill High River fermée jusqu'à ce que nous puissions garantir la sécurité des travailleurs qui y sont employés et que leurs voix aient été entendues.

« Les travailleurs du secteur alimentaire ont peur d'aller travailler dans l'environnement actuel. Ils n'ont pas la sécurité économique dont ils ont besoin pour se rétablir et ils sont terrifiés à l'idée de transmettre cette maladie à leurs familles et à leurs communautés. Alors qu'ils tentent de se rétablir,



leur employeur et le gouvernement disent qu'ils doivent retourner au travail. Cela met leur vie en danger de façon imprudente et met les intérêts de leurs patrons au premier plan ... » On rapporte qu'une réunion a finalement eu lieu le 2 mai dans l'usine avec le syndicat et les services de santé de l'Alberta présents.

Dans une entrevue au réseau CBC le 2 mai, Hesse a dit qu'une audience d'urgence se tiendrait au Conseil des relations de travail de l'Alberta pour empêcher l'ouverture de l'usine le 4 mai, ajoutant que l'on ne sait pas combien de temps le processus prendra. Une demande faite par les TUAC le 30 avril au ministère de la Santé et de la Sécurité au travail de l'Alberta pour émettre un ordre d'arrêt de travail pour fermer l'usine est restée sans réponse.

Hesse a ensuite raconté l'expérience des travailleurs d'une usine de transformation de viande aux États-Unis, qui a rouvert ses portes après avoir été fermée pendant deux semaines. Les infections à COVID-19 ont doublé et des travailleurs sont morts. Le syndicat ne veut pas que cela se produise ici. L'usine de Cargill ayant la plus grande éclosion liée au travail en Amérique du Nord, l'usine ne doit pas rouvrir jusqu'à ce que tout soit mis en place pour que les travailleurs puissent retourner en toute sécurité.

Aucun pays civilisé ne renverra ses gens au travail dans ces circonstances, a ajouté Hesse, affirmant que si la procédure judiciaire échoue, un grand nombre de travailleurs refuseront de travailler dans un lieu dangereux et que le syndicat les conseille sur leurs droits à ce sujet.

Essentiels mais sacrificiables – les travailleurs agricoles migrants en cette période de la COVID-19

Le Marxiste-Léniniste reproduit des extraits d'un article publié le 21 avril, écrit par Chris Ramsaroop, organisateur de Justicia for Migrant Workers (J4MW) et chargé de cours au programme d'études caribéennes de l'Université de Toronto, et par Kevin Edmonds, membre du Réseau de solidarité caribéenne et professeur adjoint d'études caribéennes à l'Université de Toronto, qui traite des conditions vécues par les travailleurs agricoles migrants en cette période de pandémie de la COVID-19.

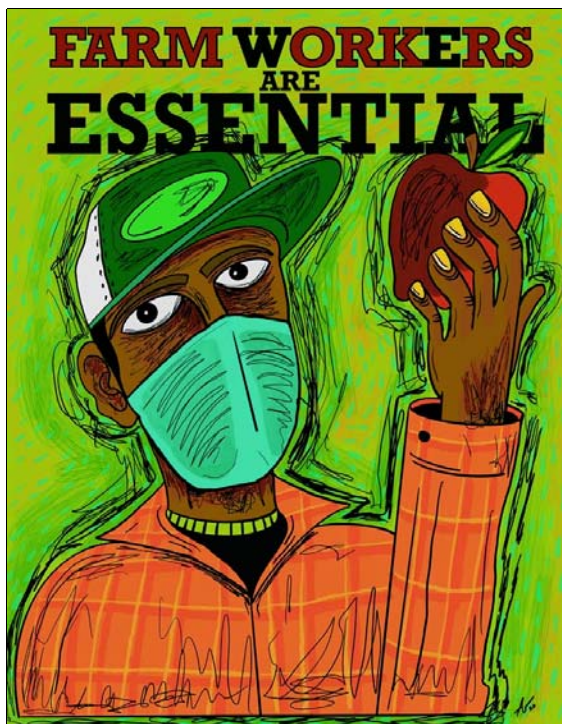
À partir de 1966, des travailleurs agricoles jamaïcains migrants ont été employés au Canada sous les auspices du Programme des travailleurs agricoles saisonniers du Commonwealth (PTAS), un programme gouvernemental d'embauche de main-d'oeuvre qui importe au Canada des milliers de travailleurs des Caraïbes et du Mexique pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre du riche et puissant lobby agricole canadien. Cette main-d'oeuvre migrante représente environ 60 000 personnes et leurs emplois dans le secteur agricole ont été désignés comme des activités essentielles.

Au cours du dernier mois, depuis que le Canada a fermé ses frontières, les groupes de pression du secteur agricole ont orchestré une stratégie massive de lobbying auprès de leurs alliés politiques, créant cette fable d'une crise alimentaire si le Canada n'ouvrait pas ses frontières pour répondre aux besoins des agriculteurs. Comme l'a récemment souligné le ministre canadien de l'Agriculture, les Canadiens ne risquent pas de mourir de faim. Une grande partie de la main-d'oeuvre jugée aujourd'hui essentielle est destinée à répondre aux besoins d'une industrie agricole orientée vers l'exportation en pleine expansion. Par exemple, le même lobby qui met l'accent aujourd'hui sur les pénuries de main-d'oeuvre et de nourriture au Canada est resté silencieux lorsque des milliers d'acres de serres productrices de fruits et légumes ont été convertis à la production du cannabis.

[...]

Depuis la fermeture des frontières du Canada, Justice pour les travailleurs migrants a reçu plusieurs appels de travailleurs agricoles au Canada ainsi que de ceux qui attendent de revenir au travail. Au Canada, les travailleurs migrants se plaignent d'un traitement discriminatoire où les travailleurs migrants sont confinés dans des fermes et ne sont pas autorisés à quitter les sites de l'employeur alors que leurs homologues canadiens ne sont pas soumis à de telles restrictions. De nombreux travailleurs s'inquiètent du fait qu'il n'y a pas d'espace pour se distancier physiquement au travail, qu'ils ne reçoivent pas d'équipement de protection individuelle et qu'ils sont confrontés à des conditions de logements surpeuplés.

En ce qui concerne les travailleurs arrivés récemment au cours de la période de quarantaine de 14 jours, les migrants sont censés être payés 30 heures par semaine pendant la quarantaine. Nous avons entendu parler de menaces d'employeurs qui ont qualifié cela d'un prêt qui doit être remboursé, entreprenant différentes manœuvres pour essayer de recouvrer les coûts, y compris le paiement des emplettes d'épicerie. Il semble que même pendant cette pandémie, certains employeurs tentent de limiter les garanties minimales que les travailleurs migrants devraient recevoir pendant la quarantaine.



Pour les travailleurs coincés dans les Caraïbes, on peut entendre dans leur voix le désespoir qui les anime. Beaucoup sont scandalisés qu'à un moment où on les force au chômage, le régime d'assurance-emploi du Canada et la Prestation canadienne d'urgence annoncée récemment ne leur soient pas offerts bien qu'ils aient contribué depuis des décennies des millions de dollars au régime canadien. Beaucoup entendent les mots « travailleur essentiel », qui confirment à quel point les travailleurs agricoles font partie intégrante de la société, mais ils sont en colère face à un système de deux poids, deux mesures lorsqu'il s'agit d'un groupe de travailleurs qui sont si importants mais qui, aussi ou surtout maintenant, se voient refuser les protections de base dont bénéficient les travailleurs canadiens. .



Pour tous les travailleurs migrants, que ce soit dans les Caraïbes ou au Canada, il existe une crainte générale de dénoncer les conditions de travail dangereuses, car cette dénonciation est depuis longtemps utilisée comme mesure disciplinaire pour intimider les « fauteurs de troubles ». Ceux qui se tiennent tranquilles acceptent des conditions dangereuses, non par ignorance, lâcheté ou négligence. Il s'agit d'un mécanisme d'adaptation pour assurer leur survie dans des conditions précaires. Les travailleurs estiment que venir au Canada n'est pas un choix. S'ils ne viennent pas, leurs familles meurent de faim et s'ils viennent au Canada, ils risquent de subir des accidents graves et des maladies et de trouver la mort. J4MW s'inquiète depuis longtemps du pouvoir des employeurs de « rapatrier » les

travailleurs dans leur pays d'origine lorsqu'ils exercent leurs droits ou tombent malades. Avant la COVID-19, des milliers de travailleurs migrants sont retournés chez eux malades, blessés et handicapés alors que le Canada n'assume aucune responsabilité pour les maux subis en travaillant au Canada. Étant donné les dangers auxquels sont confrontés les travailleurs de première ligne de la COVID-19, il doit y avoir une tolérance zéro pour ce type d'intimidation. Les employeurs doivent respecter le devoir des travailleurs de signaler toute éclosion dans le dortoir ou le lieu de travail et le droit des travailleurs de refuser des conditions de travail dangereuses. Aucun travailleur qui tombe malade ou signale une épidémie ne doit être renvoyé chez lui.

La crise économique mondiale actuelle devrait également servir de signal d'alarme sur la façon dont nous structurons le soutien au revenu pour les migrants. Alors que des milliers de travailleurs migrants sont confrontés à une pauvreté croissante, nous croyons fermement que les travailleurs migrants, qu'ils soient au Canada ou non, devraient avoir accès à l'assurance-emploi et à d'autres mesures de soutien du revenu. Si tant de nos travailleurs essentiels doivent traverser la frontière, il est temps de penser que le soutien du revenu est lui aussi transférable au-delà des frontières.

Alors qu'ils sont souvent embauchés avec des conditions de travail insalubres, dangereuses et mortelles, nous devons aller au-delà des platitudes pour garantir qu'aucun travailleur blessé ou malade ne soit oublié pendant cette crise et que les ressources et le soutien nécessaires leur soient accordés pour protéger leur santé et leur bien-être, durant cette période particulière. Cette pandémie appelle à des changements transformateurs pour répondre aux demandes que les travailleurs migrants soulèvent quotidiennement. Tout cela peut être résolu aujourd'hui par la mise en oeuvre d'une législation en faveur des travailleurs afin de garantir l'équité, le respect et la dignité pour les travailleurs agricoles migrants. D'ici à ce que cela se produise, ceux d'entre nous au sein de la diaspora, ainsi que ceux des Caraïbes, doivent exiger que nos gouvernements respectifs mettent en place des protections accrues pour les travailleurs migrants. Appuyez le travail de Justice pour les travailleurs migrants et du Réseau de solidarité caribéenne pour que nous puissions y arriver. Nous reconnaissons l'importance du programme PTAS pour les travailleurs migrants, leurs familles et leurs communautés, mais personne ne devrait risquer sa vie pour gagner un chèque de paie.

(Cliquer [ici](#) pour le texte complet de l'article)

(Stabroek News)



Les travailleurs étrangers temporaires méritent la résidence permanente, pas des menaces!

- Diane Johnston -

En opposition à sa décision de refuser aux demandeurs d'asile d'entrer irrégulièrement au Canada, abandonnant ainsi ses propres engagements humanitaires internationaux, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a exempté les travailleurs étrangers temporaires de ses restrictions à ses frontières, tout en menaçant de recourir aux pouvoirs policiers contre eux.

En 2016, un total de 613 200 permis de travail ont été délivrés par le gouvernement fédéral à des travailleurs étrangers temporaires, tous programmes confondus. De ce nombre, 129 000 permis ont été émis pour les quatre programmes suivants : 25 700 sont allés à des travailleurs du programme « pour des motifs d'ordre humanitaire », 3 700 à ceux du programme de permis « Autres programmes de PTO [travail ouvert] », 77 800 au programme « Titulaires de PTED [Permis de travail lié à un employeur donné] à faible niveau de compétences » et 21 800 à « Titulaires de

plusieurs types de permis de travail ou d'un permis de travail lié à un employeur donné sans niveau de compétence déterminé. ».[1]

Au fil des ans, les pays à faible niveau de développement économique et de stabilité sociale ont été les principales sources de travailleurs étrangers temporaires dans le cadre du programme des aides familiaux résidents, du programme des travailleurs agricoles saisonniers et du projet pilote relatif aux travailleurs peu spécialisés du gouvernement fédéral. Dans tous ces programmes, ces travailleurs étrangers temporaires ont eu une forte tendance à demeurer plus longtemps ou à revenir après avoir quitté pendant quelques mois, car les emplois qu'ils effectuent sont récurrents.[2]

Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, une lettre datée du 1er avril 2020, signée par la ministre fédérale de la Santé Patty Hajdu et la ministre de l'Emploi Carla Qualtrough, adressée aux employeurs de ces travailleurs, décrit les mesures que le gouvernement a prises pour faciliter leur accès « à cette source importante de main-d'oeuvre, reconnaissant que ces travailleurs jouent un rôle essentiel lorsqu'il est question d'appuyer la sécurité alimentaire et d'autres industries primordiales à l'économie canadienne ». Les ministres justifient les menaces qu'elles ont proférées contre ces travailleurs en disant avoir « toujours fait ce qui est nécessaire pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens ».[3] Le grand absent est le souci pour la santé et la sécurité de ces travailleurs.



Les considérant d'abord et avant tout comme une marchandise, la lettre informe ensuite les employeurs de leurs « obligations qui seront imposées aux TET (travailleurs étrangers temporaires) arrivant au Canada en vertu du décret d'urgence Numéro C.P. : 2020-0175 sous l'article 58 de la *Loi sur la mise en quarantaine*, ainsi que les obligations connexes que vous aurez en tant qu'employeur. [...] De plus, quiconque, en contrevenant intentionnellement ou par insouciance à cette loi ou aux règlements, expose autrui à un danger imminent de mort ou de blessures graves encourt une amende maximale de 1 000 000 \$ ou un emprisonnement maximal de trois ans, ou les deux peines. Nous étudions également des options pour imposer des pénalités à des employeurs de ressortissants étrangers en vertu d'autres régimes de réglementation, comme le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, puisque nous nous soucions grandement de la santé des Canadiens. »[4]

« Il est important que vous sachiez que des sanctions pouvant atteindre 750 000 \$ peuvent être infligées à des TET qui ne se conformeraient pas à l'article 58 », déclarent les ministres.

La lettre informe également les employeurs que :

« Les travailleurs étrangers temporaires arrivant par avion devront se soumettre à une vérification de leur état de santé avant l'embarquement ainsi qu'à une évaluation à leur arrivée au Canada. Si votre employé présente des symptômes avant l'embarquement, il ne sera pas autorisé à se rendre au Canada.

« S'ils présentent des symptômes à leur arrivée, ils seront placés en quarantaine au point d'entrée ou envoyés à l'hôpital selon la gravité de leur état. Une fois qu'ils se seront rétablis, leur admissibilité sera évaluée et, le cas échéant, ils pourront être autorisés à poursuivre leur voyage pour se rendre à l'endroit où se trouve leur poste.

« S'ils ne présentent aucun symptôme à leur arrivée (dits 'asymptomatiques') et qu'ils satisfont aux exigences en matière d'entrée, ils seront autorisés à poursuivre leur voyage dans un véhicule privé pour se rendre à leur logement, où ils devront s'isoler pendant 14 jours.

« S'ils deviennent symptomatiques après leur arrivée à leur résidence canadienne, ils doivent s'isoler des autres et les autorités de santé publique locales doivent être contactées immédiatement à des fins d'orientation. Celles-ci fourniront des conseils à la personne concernée ainsi qu'à toute personne ayant été en contact étroit avec elle. Cette obligation demeure en vigueur même après la fin de la période d'auto-isolément obligatoire. »

La lettre conclut en soulignant que « les employeurs sont tenus de surveiller la santé de leurs employés et de signaler aux autorités de la santé locales toute personne qui présente des symptômes. Cela comprend les travailleurs étrangers temporaires ainsi que tout autre employé. »

Bon nombre des emplois pour lesquels des travailleurs étrangers temporaires sont embauchés, y compris la prestation de soins, le travail dans les fermes et dans les champs ainsi que dans les usines de transformation des viandes, ne sont pas comblés par la main-d'oeuvre canadienne en raison des salaires médiocres et de conditions de travail intenable. Les travailleurs étrangers temporaires acceptent souvent ces emplois dans l'espoir de pouvoir s'installer définitivement ici pour assurer un avenir meilleur à eux-mêmes et à leurs familles. Pourtant, les gouvernements changent continuellement les règles du jeu à leur égard, les privant de ce droit.



Ces mêmes gouvernements présentent la situation à laquelle les travailleurs étrangers temporaires sont confrontés comme étant régie par des règles et affirment qu'ils sont couverts par les normes minimales du travail fédérales et provinciales, qu'ils ont accès à de nombreux programmes sociaux et services publics, ainsi qu'à une porte d'entrée vers la résidence permanente. Cependant, les conditions objectives de servitude dans lesquelles ils travaillent sont laissées à la discrétion de l'employeur. Leurs droits sont soumis à des abus, y compris leur droit fondamental de s'organiser collectivement pour la défense de leurs droits, auxquels s'ajoute la menace d'être renvoyés dans leur pays d'origine.

Les gouvernements ici au Canada sont tenus de maintenir ces travailleurs dans une position vulnérable et ouverts aux abus en refusant de supprimer leur statut temporaire. Tant que leurs droits sont privés de garantie, leur dignité de travailleur est également déniée et leur statut précaire maintenu. Ils doivent être tenus responsables des conditions que ces travailleurs sont obligés d'endurer. Le fait « que ces travailleurs jouent un rôle essentiel lorsqu'il est question d'appuyer la sécurité alimentaire et d'autres industries primordiales à l'économie canadienne » mérite qu'ils soient dédommagés, en commençant par leur octroyer le statut de résident permanent, si ces travailleurs et leurs familles le souhaitent. Ils ne méritent rien de moins !

Notes

1. Statistique Canada, Travailleurs étrangers temporaires au sein de la population active du Canada : permis de travail ouverts et permis liés à un employeur donné, Tableau 1,

2. Dans quelle mesure les travailleurs étrangers temporaires étaient-ils temporaires ?, Statistique Canada, 29 janvier 2018
3. Lettre des ministres aux employeurs – Travailleurs étrangers temporaires - COVID-19, 1er avril 2020
4. Décret du gouverneur en conseil numéro 2020-0175 fait selon l'article 58 de la *Loi sur la mise en quarantaine* et émis le 24 mars 2020.

La COVID-19 et les travailleurs étrangers temporaires au Canada

Les voyages au Canada sont actuellement limités pour tous les ressortissants étrangers en provenance de n'importe quel pays, à l'exception de certains groupes tels que les travailleurs étrangers temporaires. Le décret d'urgence du gouvernement du Canada en vertu de la *Loi sur la mise en quarantaine* exige qu'ils s'isolent pendant 14 jours s'ils présentent des symptômes de la COVID-19, ou qu'ils se mettent en quarantaine pendant 14 jours s'ils sont asymptomatiques pour limiter la propagation de la COVID-19.

À leur arrivée, ils doivent confirmer qu'ils ont un endroit approprié pour s'isoler ou se mettre en quarantaine, où ils auront accès aux produits de première nécessité, tels que la nourriture et les médicaments. Les voyageurs qui ne disposent pas d'un endroit approprié pour s'isoler ou se mettre en quarantaine doivent se rendre dans un endroit désigné par l'administrateur en chef de la santé publique du Canada. Ils doivent également porter un masque ou un couvre-visage non médical pour se rendre à leur destination finale où ils doivent s'isoler ou se mettre en quarantaine, et un masque doit leur être fourni s'ils n'en ont pas.

Au Canada, les programmes des travailleurs étrangers temporaires sont réglementés par le gouvernement fédéral et permettent aux employeurs d'embaucher des ressortissants étrangers sur une base temporaire pour combler les lacunes de leur main-d'oeuvre. Le Québec ainsi que chaque province et territoire ont également leur propre ensemble de politiques qui affectent l'administration des programmes. D'année en année, le Canada compte sur des centaines de milliers de travailleurs migrants pour soutenir son économie et soutenir ses secteurs de l'agriculture, des soins à domicile et d'autres secteurs à bas salaires. En 2016, environ 200 000 travailleurs étrangers temporaires titulaires d'un permis de travail spécifique à l'employeur ne pouvaient travailler que pour un employeur spécifique, et environ 20 000 travailleurs, principalement des femmes, travaillant dans le cadre du programme des aidants naturels. Le chemin de l'immigration pour ces travailleurs s'est rétréci, avec moins de permis de travail pour le secteur à bas salaires, et moins de travailleurs acceptés comme résidents permanents et, par conséquent, le nombre de travailleurs sans papiers a augmenté. Les travailleurs sans papiers vivent une existence encore plus précaire et sont encore plus vulnérables aux abus des employeurs et n'ont pas les droits les plus élémentaires comme les soins de santé.

Près de 50 000 travailleurs viennent au Canada chaque année dans le cadre du Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Les cas documentés d'abus et de violations des droits de ces travailleurs comprennent un logement inadéquat, un accès limité aux soins de santé, l'incapacité de négocier collectivement, la séparation de la famille, les frais de recrutement illégal et les cas de violence et d'abus sexuels. Il y avait également plus de 600 000 personnes titulaires d'un permis de travail ouvert, dont la majorité étaient titulaires d'un permis de travail post-diplôme, suivies de la «Classe d'expérience internationale» - des travailleurs de 18 à 35 ans des pays désignés qui doivent payer leurs propres soins de santé par le biais d'une assurance privée et n'ont aucun chemin vers la

résidence permanente.

Les programmes du Canada pour les travailleurs étrangers temporaires peuvent être considérés comme des accords bilatéraux spécifiques entre les pays, comme le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), qui a été introduit pour la première fois en 1966 dans le cadre d'un accord avec la Jamaïque. Dans le cadre du PTAS, les travailleurs migrants ne peuvent pas chercher d'emploi en dehors de leur contrat de travail et ne peuvent pas demander le statut de résident permanent, sauf dans le cadre d'un programme pilote de 3 ans très restreint lancé à l'été 2019, qui nécessite, entre autres, 12 mois d'expérience de travail au Canada à temps plein et sur une base non saisonnière, comme c'est le cas dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

À ce jour, le Canada n'a pas signé et ratifié la Convention internationale des Nations unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 18 décembre 1990. C'est le seul instrument international spécifiquement rédigé pour protéger les droits des travailleurs migrants. Il est entré en vigueur le 1er juillet 2003.

Le 10 décembre 2018, à l'occasion du 70e anniversaire de l'adoption et de la proclamation par les Nations unies de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* le 10 décembre 1948, le Canada et 163 autres États membres ont adopté le Pacte de l'ONU pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le Pacte ne crée aucun droit de migrer et n'impose aucune obligation aux États. Il ne constitue pas une loi dite « non contraignante » et n'est pas juridiquement contraignant. En outre, il permet expressément aux États de faire la distinction - comme ils l'entendent - entre les migrants réguliers et migrants irréguliers, selon le droit international en vigueur.

(Sources : LML, Encyclopédie canadienne, UNESCO, Canada Immigration Newsletter, Gouvernement du Canada)

L'éducation est un droit

La nécessité d'affirmer l'éducation en tant que droit dans les conditions d'aujourd'hui

- Laura Chesnik -

Ce que ce Premier Mai révèle est jusqu'à quel point l'économie est sociale de par sa nature. Chaque partie dépend des autres. Une population en santé est la base de toute économie, après quoi il y a les soins prodigués aux enfants et aux aînés, puis l'éducation et la recherche. Sans une main-d'œuvre instruite et en santé, l'économie moderne ne peut pas fonctionner, ce qui veut dire que les travailleurs sont la base de l'immense valeur qui est actuellement retirée par les monopoles sous forme de profits.

La demande de certains monopoles que l'économie soit « redémarrée » ou « déconfinée » ne tient pas compte de cette réalité. Il s'agit au contraire d'une revendication étroite et intéressée qui veut que la santé et le bien-être de la population continuent d'être sacrifiés pour qu'ils



puissent continuer de réaliser leurs profits. Une pression est exercée sur la classe ouvrière pour qu'elle fasse sienne cette demande des monopoles de repartir l'économie suivant une vision pessimiste que si nous n'agissons pas tout de suite, le ciel va nous tomber sur la tête. C'est une tentative d'accabler la classe ouvrière et le peuple et de les empêcher de poursuivre leur propre discussion et de fixer leur propre encadrement pour la reprise de l'économie. La question en est réduite à une opposition entre « redémarrer » et « ne pas redémarrer », un faux choix. Ralentir la propagation du virus jusqu'à ce qu'un vaccin soit produit et planifier un redémarrage économique qui est favorable au peuple, voilà comment la question se pose. C'est ce problème qu'il faut résoudre.

Lorsque nous parlons d'éducation, une des principales caractéristiques de la classe dirigeante est qu'elle voit les jeunes comme un problème, parce que tant qu'ils ne sont pas à l'école les parents doivent s'occuper d'eux à la maison et ne sont donc pas au travail. En soi, cela montre que les garderies et les écoles, accessibles en tant que service public, libèrent des ressources humaines massives qui peuvent contribuer à bâtir l'économie. En fait, l'économie ne peut redémarrer sans que ces services soient pleinement fonctionnels. Comment la redémarrer d'une manière qui soit favorable à la société dans son ensemble à long terme, et à la jeunesse en particulier, et non pas en simple réaction aux exigences des monopoles, voilà ce dont il faut débattre.



L'éducation est intimement liée à d'autres secteurs de l'économie du fait que les jeunes font partie de la société et que la société a des responsabilités envers eux. Le point de départ de toute relance du système d'éducation doit être l'affirmation du droit à l'éducation. Cela veut nécessairement dire affirmer le droit de ceux qui dispensent l'éducation et des jeunes eux-mêmes d'avoir leur mot à dire sur comment initier la relance puisque c'est leur vie et leur avenir qui est en jeu. Dans ce processus, les enseignants et les travailleurs de l'éducation, en tant qu'individus et par la voix de leurs syndicats et de leurs comités de santé et sécurité au travail ; les jeunes en tant qu'individus et par la voix de leurs conseils étudiants ; les parents en tant qu'individus et par la voix des comités

de parents ; et les commissaires élus, ont le droit de se prononcer sur la façon de redémarrer les écoles et doivent faire partie des prises de décision. C'est la seule façon de mettre en oeuvre des mesures qui seront vraiment respectées et défendues par ceux qui sont appelés à respecter les règles. Les jeunes surtout doivent avoir voix au chapitre sur l'établissement des directives qu'ils seront appelés à suivre. C'est une méthode importante qui permet de les former à prendre leurs responsabilités individuelles et sociales, à travailler comme collectif et à apprendre ensemble.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande spécifiquement aux éducateurs : « Intégrez la prévention et la lutte contre les maladies aux activités et aux leçons quotidiennes. Veillez à proposer des contenus adaptés à l'âge, au genre, à l'ethnie et au handicap éventuel des enfants, et assurez-vous que les activités sont intégrées aux matières existantes. » La situation ne doit pas servir uniquement à dicter des ordres basés sur la peur et les menaces ; il faut faire participer les jeunes pour qu'ils puissent constater comment les règlements doivent servir la société et contribuer à leur bien-être, et que s'ils jouent un rôle dans leur formulation, ils peuvent mieux les appliquer eux-mêmes et éduquer leurs familles. En ce sens, l'OMS soulève aussi comment les écoles jouent un rôle primordial dans la dissémination d'informations publiques sur la santé qui peuvent aider à arrêter la propagation du virus. L'expérience du Venezuela, qui a utilisé son portail

de cartes d'identité pour faire parvenir un questionnaire aux citoyens pour solliciter des renseignements et immédiatement expédier des équipes pour faire du porte-à-porte et déceler les infections possibles pourrait être utile ici. Les écoles peuvent jouer un rôle dans le repérage de symptômes et de traitements individualisés lorsqu'ils sont accessibles et dans l'administration des vaccins dès qu'ils seront disponibles. En d'autres mots, les écoles ne sont pas uniquement une cellule de confinement pour enfants, elles sont un lien vivant entre les campagnes et programmes publics et la population dans son ensemble.

L'OMS offre les principes suivants pour aider à arrêter la propagation de la COVID-19 dans les écoles :

- Les élèves, enseignants et autres membres du personnel malades doivent s'abstenir de venir à l'école.
- Les écoles doivent imposer le lavage des mains régulier à l'aide d'eau propre et de savon, d'une solution hydroalcoolique ou d'une solution chlorée. Elles doivent également désinfecter et nettoyer les surfaces de l'école au moins une fois par jour.
- Les écoles doivent mettre à disposition des installations de distribution d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets, et respecter les procédures de nettoyage et de décontamination de l'environnement.
- Les écoles doivent encourager l'éloignement social (il s'agit de mettre en oeuvre certaines mesures pour ralentir la propagation d'une maladie très contagieuse, notamment en limitant les rassemblements d'un grand nombre de personnes).

Les services de garde

D'abord et avant tout, sans des services de garde disponibles sur une base universelle pour les enfants de la maternelle à la 8e année avant toute réouverture, il sera très difficile de rouvrir quoi que ce soit puisque les parents vont devoir rester à la maison. (L'âge minimum pour rester seul à la maison en Ontario est de 16 ans, cependant la plupart des agences de services sociaux recommandent 12 ans.) Les services de garde pour les enfants au préscolaire doivent être bien organisés pour veiller à ce qu'ils soient sécuritaires. Sans services de garde pour les enseignants et les travailleurs en éducation dont les enfants ne sont pas d'âge scolaire, il sera difficile de rouvrir les écoles. La situation des établissements de services de garde est donc la première chose à examiner — en veillant d'abord à ce qu'ils soient propres et sécuritaires, sans quoi le reste ne tiendra pas.

Le transport en commun

Une autre question importante est la nécessité d'accroître les investissements dans le transport en commun. De nombreux jeunes se rendent à l'école par transport en commun et par autobus scolaire. Pour assurer une bonne distanciation physique, il faudra une importante augmentation des services de transport en commun pour éviter les longues files d'attente et les véhicules bondés. Il faudra plus de personnel pour assurer le nettoyage adéquat des services de transport en commun après chaque circuit. C'est ce que les travailleurs du transport en commun exigent eux-mêmes car ils voient comment le manque de transport en commun peut avoir des répercussions nocives sur la santé humaine, y compris la leur.

Le rôle des écoles dans la surveillance de la COVID-19

Les écoles doivent être organisées en tenant compte qu'elles sont le premier contact pour le système de santé. En ayant dans chaque école une petite clinique avec une infirmière ou étudiante en soins infirmiers, le contrôle des symptômes peut se faire durant la première période de l'horaire ou même en prenant la température à mesure que les élèves et le personnel arrivent à l'école. Les élèves et les membres du personnel qui montrent des symptômes peuvent immédiatement être

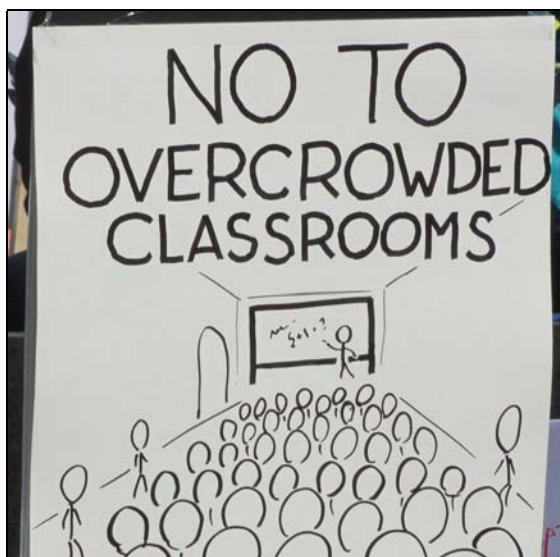
envoyés à la clinique pour un examen plus complet et un test de dépistage, pour une plus grande efficacité du traitement et une réduction de la propagation.

Les mesures de distanciation sociale

L'OMS offre les directives suivantes :

- Étaler les horaires de début et de fin des cours
- Annuler les rassemblements, les rencontres sportives et tout autre événement susceptible d'attirer un grand nombre de personnes
- Lorsque c'est possible, laisser au moins un mètre entre les bureaux des enfants
- Apprendre aux élèves à garder leurs distances et à éviter les contacts inutiles, et donner l'exemple.

Avant l'éclosion de la COVID-19, la taille des classes était contraire à ce que nous considérons aujourd'hui comme des mesures de distance appropriées pour prévenir la propagation d'une maladie infectieuse. Ainsi, un facteur important pour tout redémarrage est de limiter la proximité des élèves pour limiter les taux d'infection. Il faut donc fournir les masques appropriés pour tous les élèves et le personnel de l'école pour limiter la propagation de gouttelettes. Il faudra donc fournir à chaque élève et membre du personnel des masques qu'ils pourront porter pour se rendre à l'école et repartir de façon sécuritaire. Au Canada, 5 609 007 élèves étaient inscrits à l'éducation primaire et secondaire en 2018. Il faudrait donc près de 20 000 000 de masques par semaine seulement pour les élèves, et ce sera des masques jetables. Les masques lavables pourraient aussi être utilisés mais devront être nettoyés à l'école pour que le nettoyage ne soit pas laissé au hasard.



Un nettoyage adéquat des écoles veut dire de plus grands investissements pour avoir un personnel d'entretien qui veille à ce que chaque jour toutes les surfaces soient nettoyées à fond, surtout pour les espaces communs, les poignées de porte et les bureaux.

De nouveaux régimes doivent être établis pour le lavage des mains et l'entretien pour que rien ne soit laissé au hasard. Il pourrait s'agir d'une routine matinale de lavage de mains à des kiosques à l'extérieur des écoles, routine qui serait ensuite reprise lorsque les élèves et le personnel quittent les lieux.

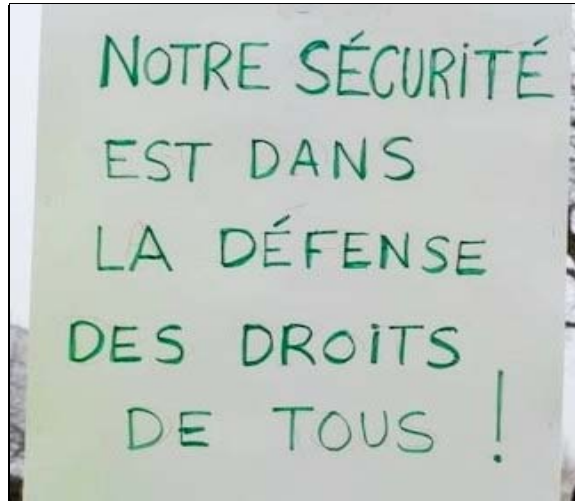
Il faut en premier lieu que le processus débute très lentement, avec un contrôle intense et une rétroaction aux autorités médicales et de la santé pour que des changements puissent se faire sur une base quotidienne. Il faudra ainsi un lien entre chaque école et l'unité locale de santé. Des représentants de santé et sécurité des travailleurs à chaque école devraient être libérés pour permettre qu'ils se réunissent tous les jours et contrôlent la mise en oeuvre des protocoles de sécurité. Il faudra pour ce faire mettre sur pied un comité de santé-sécurité dans chaque école qui est autorisé à recueillir l'information et à la transmettre au comité de santé-sécurité au niveau de la commission scolaire, lequel travaillerait directement avec les autorités municipales de santé publique et les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux, pour veiller à ce que toutes les mesures requises sont prises.

Aucun retour à la normale sans que les nouvelles normes démocratiques que nous affirmons ne soient respectées!

- Pierre Soublière -

Alors que le processus de déconfinement a été annoncé, les travailleurs et leurs organisations font valoir leurs besoins comme ils le font en tant que travailleurs de première ligne et essentiels depuis le début de la pandémie. Ils exigent que leurs besoins en ce qui a trait aux mesures et aux équipements de protection soient respectés, et qu'ils participent activement aux prises de décisions. Ils affirment qu'ils n'ont pas l'intention de retourner aux conditions qui prévalaient avant le confinement.

Au sujet du plan du gouvernement du Québec d'ouvrir les écoles primaires et les services de garde le 14 mai dans les régions hors Montréal, la présidente d'un syndicat des enseignants de l'Outaouais a déclaré : « Les écoles d'hier ne sont pas les écoles qui rouvriront en mai. » Elle a dit : « Le plan ne peut pas avoir été écrit sans que les profs aient été consultés, l'aient vu et l'aient bonifié. Plus on nous écoute, meilleure sera la réouverture ». Même son de cloche du président du syndicat du soutien scolaire, qui a affirmé : « On ne semble pas considérer dans le débat, mais en bout de ligne, ce sont ces gens-là qui font rouler les services de garde, les services administratifs, l'entretien des écoles. »



En préparation pour le déconfinement en éducation, plusieurs comités ont été formés à la demande du gouvernement et leurs recommandations devaient être présentées au début de mai, mais le gouvernement Legault a annoncé qu'il allait consulter son « caucus » ainsi que les « trois chefs de l'opposition qui vont consulter leurs députés », et voilà, le tour est joué.



Dans cette période de distanciation sociale, peut-être devrions-nous nous distancier quelque peu de ces institutions dites représentatives qui nous tournent le dos dans ces moments critiques et continuent de prendre des décisions à huis clos tout en tentant de nous épater parce qu'elles « consultent les chefs de l'opposition ». Arrêtons-nous un instant et pensons à toutes ces fois que nous avons fait valoir et défendu nos revendications, que ce soit contre les compressions en santé, en éducation et dans les services sociaux, contre l'offensive néolibérale et antisociale, dans le but d'améliorer nos conditions de travail ainsi que les services que nous assurons. Inévitablement, peu importe la justesse et la nécessité de nos revendications, les gouvernements

et les médias se mettent à s'énervier et à reprendre leurs éternelles rengaines – « Les syndicats sont corporatistes », « Les travailleurs prennent la population en otage », « L'économie va s'effondrer »

– et tout est fait pour isoler les travailleurs et veiller à ce que leurs revendications restent lettre morte. Des lois spéciales sont adoptées parfois même pour interdire toute forme d'action collective.

Maintenant, un virus mortel et la lutte de vie ou de mort menée contre lui pour protéger toute la société a mis en relief comment, de façon incontournable, les conditions de travail des enseignants sont, en effet, les conditions d'apprentissage des élèves, les conditions de travail des travailleurs de la santé sont, en effet, les conditions du bien-être de la population, et il en va de même pour tous les travailleurs du secteur public et tous les secteurs de l'économie puisque les travailleurs sont essentiels au fonctionnement de leurs communautés et de la société dans son ensemble. Le fait que les gouvernements agissent de l'ancienne façon envers les travailleurs en dépit de ce que la crise met en lumière est dû en grande partie au fait que, du haut de la tour de leur autorité, ils ne partagent aucunement les conditions de ceux qui font le travail.

L'initiative est entre nos mains. En quelques semaines, le rôle essentiel que nous jouons dans la société est devenu clair comme de l'eau de roche. Ceux qui travaillent, et qui luttent, depuis des années, ne s'en sont peut-être même pas rendus compte eux-mêmes avant aujourd'hui. Nous constatons l'immense responsabilité sociale que nous avons, une très noble responsabilité, d'une ampleur telle qu'il est même difficile de l'apprécier à sa pleine valeur. Mais nous y réussissons, aussi longtemps que nous défendons le mot d'ordre Pas de décisions sans que les travailleurs ne participent aux prises de décisions ! Pas de retour à la normale sans que les nouvelles normes démocratiques que nous affirmons ne soient respectées !

Les gouvernements ne peuvent se soustraire à leur responsabilité sous le prétexte du choix

- Linda Sullivan -

Le gouvernement Legault a annoncé les dates de réouverture des écoles primaires et des garderies du Québec et a assuré aux parents qu'ils avaient le « choix » d'envoyer ou non leur(s) enfant(s) à l'école. Depuis que Legault a annoncé il y a trois semaines la réouverture possible, une pétition demandant au gouvernement de fermer les écoles et les garderies jusqu'en septembre a reçu près de 300 000 signatures. [1] Le gouvernement a invoqué de nombreux idéaux élevés pour justifier la réouverture des écoles, allant d'éduquer nos enfants, leur permettre de socialiser, de courir et de sortir de la maison, à ne pas laisser les enfants ayant des besoins spéciaux plus désavantagés, à révéler les abus au foyer que les enseignants signalent et qui, sans cela, passent inaperçus, et contribuer à l'immunité collective. Toutes ces raisons très convaincantes pour envoyer des enfants à l'école soulignent que le système d'éducation a été contraint de compenser les échecs d'une société confrontée à des décennies de compressions destructrices dans les programmes sociaux.



En plus d'une éducation, le système scolaire fournit des repas et des collations aux enfants en situation d'insécurité alimentaire. Depuis 2018, le gouvernement finance un programme de petits déjeuners pour 180 000 enfants d'âge préscolaire et primaire provenant de plus de 700 écoles dans

l'ensemble du Québec, pourvu que les écoles y soient admissibles selon leur indice socioéconomique. Les écoles offrent un environnement structuré pour l'apprentissage, la socialisation et l'exercice et une pause indispensable pour ceux qui vivent dans des logements surpeuplés, inadéquats et dangereux. Cependant, opposer la santé et la sécurité des Québécois par rapport à la COVID-19 à leur sécurité mentale et physique en raison du manque de ressources sociales n'est pas du tout un choix.

Le gouvernement dit qu'il fait confiance aux employeurs pour discuter avec les travailleurs qui ont des enfants afin de parvenir à une entente sur leur retour au travail. Comment les employeurs combleront-ils les postes de travailleurs qui ne retournent pas au travail parce qu'eux-mêmes ou leurs enfants ont un système immunitaire affaibli afin que les entreprises puissent recommencer à fonctionner ? Les gens devront-ils « choisir » entre retourner au travail ou perdre leur emploi ? Si quelqu'un refuse d'aller au travail par souci de sa propre sécurité ou parce qu'il ne veut pas envoyer ses enfants à l'école, l'assurance-emploi (AE) le couvrira-t-il ou sera-t-il considéré comme ayant volontairement quitté son emploi et perdra-t-il à la fois son emploi et ses prestations d'assurance-emploi ? De nombreux parents subissent déjà un stress financier lié à l'assurance-emploi ou un stress mental parce qu'ils doivent travailler à domicile avec leurs enfants présents. On ne peut que conclure que les écoles sont en train de rouvrir pour ceux qui n'ont PAS le choix.

L'Organisation mondiale de la santé a établi les six mesures suivantes avant de mettre fin à une situation de confinement :

1. La transmission de la COVID-19 est maîtrisée
2. Les systèmes de santé sont capables d'« identifier, tester, isoler et traiter chaque cas et retrouver chaque contact »
3. Les risques de points chauds sont minimisés dans les endroits vulnérables, tels que les centres d'hébergement pour personnes âgées
4. Les écoles, les lieux de travail et autres lieux essentiels ont mis en place des mesures préventives
5. Le risque d'importer de nouveaux cas « peut être géré »
6. Les communautés sont pleinement éduquées, engagées et habilitées à vivre selon une nouvelle normalité

Le gouvernement Legault dit que le Québec remplit ces conditions, mais de le répéter ne le rend pas plus vrai. Le fait qu'il y ait « beaucoup de lits d'hôpitaux pour ceux qui tombent malades » est-il censé être rassurant ? La réalité est tout à fait le contraire à Montréal où deux grands hôpitaux (Sacré-Cœur et Maisonneuve-Rosemont) font actuellement face à des éclosions majeures de COVID-19 dans la majorité de leurs services, au point qu'ils ont dû transférer des patients non affectés par la COVID-19 vers d'autres hôpitaux.

Les parents, les enseignants et toutes les personnes actives dans l'éducation sont à juste titre préoccupés par les mesures qui doivent être mises en place pour assurer un retour au travail et à l'école en toute sécurité. Étant donné que ce gouvernement a toujours refusé de consulter quiconque qui doit appliquer les mesures qu'il dicte, et compte tenu du piètre état du système d'éducation dans des conditions de non pandémie, ce n'est pas rassurant.

La situation est complexe et les gens font tout ce qui est en leur pouvoir, individuellement et au sein de leurs collectifs, par exemple par le biais de leurs syndicats, organisations communautaires et quartiers, pour rester en bonne santé et en sécurité tout en aidant à relancer l'économie et la vie. Cependant, la situation est loin d'être maîtrisée et la tendance de ce gouvernement est de blâmer la population de ne pas respecter les lignes directrices tout en refusant d'examiner son propre bilan,

par exemple en obligeant les travailleurs de la santé à fréquenter de nombreux établissements de santé, contribuant ainsi grandement à la propagation du virus. De plus, comment pouvons-nous compter sur un système de gouvernance basé non pas sur la santé et le bien-être des membres de la société, mais sur le motif du profit qui, 17 ans après l'épidémie de SRAS, nous a privés de l'équipement de protection individuelle dont nous avons besoin pour survivre à la pandémie? Il est impératif de discuter de nos droits, de nos revendications et d'alternatives afin d'ouvrir la voie au progrès afin de ne plus jamais faire face à ce genre de situation.

Note

1. La pétition se trouve [ici](#)

États-Unis

De nouvelles interdictions à l'immigration sous prétexte de pandémie

Le 22 avril, le président Trump a publié un décret intitulé « Proclamation suspendant l'entrée des immigrants qui présentent des risques pour le marché du travail américain pendant la reprise économique après l'éclosion de la COVID-19 ». L'ordonnance est entrée en vigueur à 23 h 59 le 23 avril. Elle est en vigueur pendant 60 jours et peut être renouvelée.

L'administration Trump affirme qu'en raison de la perturbation économique causée par la pandémie, « nous devons être conscients de l'impact des travailleurs étrangers sur le marché du travail américain, en particulier dans un environnement de chômage élevé et de demande affaiblie en main-d'oeuvre ».

L'administration Trump continue de se faire passer pour un défenseur des minorités et des personnes handicapées en justifiant l'interdiction de l'immigration. Elle affirme en effet que « l'excès de main-d'oeuvre affecte tous les travailleurs actuels et potentiels, mais c'est particulièrement préjudiciable pour les travailleurs qui penchent entre l'emploi et le chômage, qui sont généralement les 'derniers arrivés' durant une expansion économique et les 'premiers renvoyés' pendant une contraction économique. Ces dernières années, ces travailleurs sont représentés de manière disproportionnée dans les groupes historiquement défavorisés, y compris les Afro-Américains et d'autres minorités, ceux sans diplôme universitaire et les personnes handicapées. » La proclamation poursuit cette stratégie néolibérale de justifier la réaction en invoquant des idéaux élevés.[1]

Selon les mesures contenues dans le décret, les citoyens américains qui demandent un visa d'immigrant pour un parent, un enfant adulte ou un frère ou une soeur ne peuvent plus le faire. Elles imposent aussi un examen de 30 jours des visas temporaires. Les agences de presse soulignent que la proclamation contient des dispositions presque identiques à un projet de loi sur l'immigration rejeté par le Sénat en février 2018. Concernant la prétention de l'administration Trump que la proclamation vise à empêcher les immigrants d'enlever des emplois aux citoyens américains, le magazine *Forbes* souligne : « Le taux de chômage aux États-Unis en février 2018 n'était que de 4,1 % lorsque l'administration a tenté d'empêcher les immigrants d'entrer au pays dans les mêmes catégories que celles incluses dans la proclamation présidentielle du 22 avril 2020. » Ainsi, l'administration Trump a effectivement utilisé la pandémie pour changer la loi sur l'immigration sans soumettre de projet de loi au Congrès.

Le 25 avril, une coalition d'organisations de défense des droits civiques et d'organisations juridiques a déposé une requête demandant au tribunal de district de l'Oregon d'« arrêter la mise

en oeuvre de cette interdiction dans la mesure où elle empêche les demandeurs de visa d'accéder aux services de traitement consulaires d'urgence ».

La coalition réfute les justifications données pour l'interdiction : « La proclamation présidentielle affirme que, à quelques exceptions près, l'entrée continue d'immigrants présente un risque pour le marché du travail américain à cause de l'épidémie de la COVID-19. Mais la réalité est que les immigrants sont l'épine dorsale de l'économie américaine, sont déjà en première ligne de la réponse à la pandémie et seront également la clé de la reprise économique. Les experts prévoient que l'interdiction de l'immigration familiale réduira probablement la croissance de la population et rendra la relance économique plus difficile après le ralentissement économique causé par la COVID-19. Des décennies de recherche nous indiquent que l'augmentation du nombre d'immigrants stimule la demande des consommateurs, crée des emplois et apporte une contribution de plus en plus précieuse à la force de l'économie nationale.

« En refusant les visas de regroupement familial, cette proclamation interdira l'entrée à des milliers de grands-parents qui viennent prendre soin des enfants des travailleurs essentiels qui emballent et livrent nos aliments, soignent les patients dans nos hôpitaux et recherchent des traitements et des vaccins contre le virus. Cela pourrait également changer la classification des visas pour un adolescent approchant de son vingt et unième anniversaire puisqu'il perdra son admissibilité à un visa pendant que l'interdiction est en vigueur – ce qui retardera de plusieurs années, voire des décennies, le processus d'immigration. »

À l'occasion du Premier Mai, il est important de rappeler que la classe ouvrière américaine a relancé la tradition du Premier Mai comme une occasion d'affirmer avec militantisme les droits des travailleurs et leur rôle essentiel en tant que producteurs de la richesse de la société, et que cela a été fait précisément avec des immigrants et des travailleurs sans papiers en tant que partie intégrante de la classe ouvrière. Le refus de la classe ouvrière américaine d'être divisée sur une base raciste ou d'être incitée au racisme a été réaffirmé tout au long de la présidence Trump par la vaste opposition aux interdictions de voyager, à la militarisation de la frontière avec le Mexique et aux raids et détentions inhumaines effectués par le Contrôle de l'immigration et des douanes.

La classe ouvrière américaine ne sera sûrement pas dupe de cette tentative de l'inciter au racisme ou de diviser les travailleurs sur une base raciste. Les travailleurs ne seront pas non plus détournés de la défense de leurs droits et des droits de tous, ni de leur détermination à tenir l'administration Trump et d'autres responsables redevables de leurs crimes contre les travailleurs pendant la pandémie.

Les travailleurs de première ligne dans la lutte contre la pandémie sont ciblés par l'interdiction

L'opportunisme de l'administration Trump sur les questions d'immigration pendant la pandémie se voit également dans sa tentative d'abroger la politique d'immigration connue sous le nom d'action différée pour les arrivées de l'enfance (DACA) qui fournit des protections limitées à ceux qui sont venus aux États-Unis sans papiers pendant l'enfance. Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Trump a cherché à éliminer la DACA, mais cela a été contesté par plusieurs États et son abrogation est actuellement bloquée par les tribunaux. La Cour suprême est appelée à se prononcer sur la question dès le 4 mai, en plein milieu de la pandémie.

La DACA a été créée en juin 2012 en tant que mémorandum du pouvoir exécutif. Ceux qui ont réussi à demander la DACA peuvent différer l'expulsion pour une période renouvelable de deux ans, avec éligibilité aux permis de travail pendant cette période. Elle ne donne pas accès à la citoyenneté. Environ 700 000 personnes ont présentement le statut de la DACA.

Les travailleurs bénéficiaires de la DACA font partie intégrante de l'économie américaine et de la

sécurité et du bien-être de ses habitants, en particulier pendant la pandémie.

Une étude réalisée le 6 avril par le Center for American Progress indique que dans l'ensemble des États-Unis « 202 500 bénéficiaires de la DACA travaillent à protéger la santé et la sécurité des Américains alors que le pays est confronté à la COVID-19. Ils veillent à ce que les enfants continuent d'être éduqués ; les aliments soient toujours cultivés, emballés, cuits, expédiés et mis sur les étagères des épiceries ; les patients soient pris en charge ; et bien plus encore. Les bénéficiaires de la DACA, par exemple, sont des médecins et des étudiants en médecine, qui mettent leur propre santé et sécurité en danger. Ils sont également des enseignants qui s'efforcent de fournir à distance un sentiment de bien-être et de continuité à la plus jeune génération. Ce sont des rôles cruciaux à l'heure où les États-Unis sont confrontés à une grave pénurie de travailleurs dans les deux professions. »

L'étude indique qu'environ 29 000 bénéficiaires de la DACA sont des travailleurs de la santé de première ligne et que les États comptant le plus de bénéficiaires de la DACA abritent également le plus grand nombre qui oeuvrent aux soins de la santé : la Californie en compte 8600 ; le Texas 4300 ; l'État de New York 1700 ; l'Illinois 1400 ; la Floride 1100 ; l'Arizona 1000 ; et l'État de Washington 1000. Quelque 12 700 autres bénéficiaires de la DACA dans le secteur de la santé s'occupent de l'entretien ménager, des services alimentaires, de la gestion et de l'administration, tant dans les hôpitaux que dans les centres d'hébergement pour personnes âgées.

Dans le secteur de l'éducation, l'étude indique que « 14 900 bénéficiaires de la DACA font partie des centaines de milliers d'enseignants qui sont passés de la salle de classe physique à la salle de classe numérique, dont 4300 en Californie, 2800 au Texas et 1000 en Illinois ».

En ce qui concerne l'industrie de l'alimentation, l'étude indique que « de la ferme à l'épicerie, des centres de distributions aux restaurants, plus du quart des bénéficiaires de la DACA à l'emploi, soit 142 200, occupent des emplois ou travaillent dans les industries liées à l'alimentation. C'est sans compter que tous les travailleurs du secteur alimentaire sont sans aucun doute touchés par la COVID-19 d'une façon ou d'une autre.

« Du côté de la production, 12 800 récipiendaires de la DACA travaillent dans l'industrie agroalimentaire, la grande majorité à titre d'ouvriers agricoles, alors que 11 600 récipiendaires de la DACA oeuvrent dans l'industrie alimentaire, où ces produits agricoles sont transformés en produits alimentaires pouvant être vendus.

« Quelque 4700 bénéficiaires de la DACA travaillent dans le commerce du gros lié à l'alimentation et 8800 dans l'entreposage, le transport et la livraison de denrées alimentaires. Ils transportent les aliments des centres de production jusqu'aux consommateurs. »

« Un autre groupe de travailleurs essentiels à l'alimentation est celui qui s'occupe de maintenir les épiceries ouvertes et opérationnelles. Il comprend 14 900 bénéficiaires de la DACA, occupant des postes tels que caissiers (6000), les étalagistes et journaliers (2900) et superviseurs (1200).

« La majorité des bénéficiaires de la DACA dans cette industrie travaillent dans des restaurants ou des établissements de services alimentaires (82 200). Cela comprend 23 700 serveurs ; 20 800 cuisiniers et préparateurs ; et 10 800 caissiers. Alors que les restaurants du prêt-à-emporter et les services de restauration rapide sont jugés essentiels par la Sécurité intérieure des États-Unis, la restauration reste largement fermée et l'industrie de la restauration a connu des fermetures et des licenciements importants.

« Et ces statistiques ne comprennent sans doute pas un autre groupe critique : les employés d'entrepôt qui jouent désormais un rôle plus important dans le transport direct des aliments vers les consommateurs à travers le pays, ainsi que les emplois-sur-demande comme les livreurs. »

Les bénéficiaires de la DACA sont également confrontés à l'incertitude concernant le renouvellement de leur statut ou de leurs permis de travail, car le département de l'immigration a fermé ses bureaux jusqu'au 3 juin en raison de la pandémie. Les récipiendaires de la DACA et les organisations de défense des droits exigent que le gouvernement procède à un renouvellement automatique pendant que les bureaux extérieurs du département de l'immigration restent fermés.

Les récipiendaires de la DACA et diverses organisations demandent à la Cour suprême de retarder toute décision jusqu'après la pandémie.

Note

1. Pour lire la proclamation complète, cliquez [ici](#).

Le Service de contrôle de l'immigration et des douanes crée des conditions favorables à l'éclosion dans les centres de détention



Pendant la pandémie, alors que les peuples partout dans le monde pratiquent la distanciation sociale et le confinement et voyagent le moins possible pour arrêter la pandémie de la COVID-19, l'Agence fédérale américaine, le Service de contrôle de l'immigration et des douanes des États-Unis (ICE), continue ses raids brutaux, ses détentions de masse et ses déportations.

Dans un article du 13 avril publié par *Mother Jones*, on explique comment le traitement par l'ICE des personnes infectées par la COVID-19 dans ses centres de détention crée une situation qui favorise l'éclosion. On lit dans l'article :

« Sur son site web, le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) offre des directives pleines de bon sens pour les prisons et les centres de détention pour empêcher la propagation de la COVID-19. Ces établissements, selon le CDC, doivent éviter de 'placer en cohorte' les personnes qui ont été en contact avec quelqu'un infecté par le virus — c'est-à-dire, de les placer en confinement ensemble. Les raisons sont évidentes. Cette façon de faire peut 'transmettre la COVID-19 des personnes infectées aux personnes non infectées'.

« Et pourtant, l'ICE, qui détient des immigrants et des chercheurs d'asile dans des établissements partout au pays, suit des procédures qui sont contraires aux conseils du CDC. L'approche de l'agence repose beaucoup sur le regroupement parce qu'elle refuse de libérer un grand nombre de personnes, en dépit du fait qu'elle n'a pas toujours les moyens de séparer les détenus qu'elle sait exposés au nouveau coronavirus.

« L'ICE loge habituellement les détenus dans des dortoirs où des dizaines de personnes sont forcées d'être ensemble dans un espace étroit. En vertu de la politique de l'ICE sur la COVID-19, des détenus ayant des symptômes sont retirés et placés en confinement. Lorsque quelqu'un a un résultat positif, toutes les autres personnes du dortoir sont en quarantaine ensemble, ou 'placés en cohorte', pendant 14 jours. Ensuite, le personnel du centre de détention contrôle les détenus pour voir si quelqu'un d'autre a développé des symptômes. Pendant ce temps, les détenus en quarantaine sont proches les uns des autres et touchent les mêmes surfaces — souvent sans avoir suffisamment accès à du savon, des produits nettoyants, des masques ou des gants. Si une autre personne est infectée, elle est isolée et l'horloge de la quarantaine repart à zéro. La procédure, selon les directives de l'ICE, se poursuit jusqu'à ce que personne n'ait des symptômes pendant deux semaines. »



À la mi-mars, dans une lettre ouverte au directeur intérimaire de l'ICE, Matthew T. Albence, plusieurs professionnels médicaux ont appelé l'ICE à « relâcher les immigrants individuels et les familles immigrantes en détention en attendant que leur dossier judiciaire soit réglé afin d'éviter la propagation de la COVID-19 et mitiger les dommages dus à l'éclosion. »

Les médecins soulignent que « les établissements de détention, comme les pénitenciers et les prisons où ils sont logés, sont conçus pour maximiser le contrôle de la population incarcérée et non pour minimiser la transmission de la maladie ou prodiguer avec efficacité des soins de santé. Ce problème est aggravé en raison des conditions d'hygiène malsaines et de surpopulation, une ventilation insalubre, le manque d'accès à des produits d'hygiène personnelle comme du savon, de l'eau ou du désinfectant pour les mains, une nutrition qui laisse à désirer, une non-conformité aux normes de prévention reconnues, le dépistage et le confinement. Le transfert fréquent d'individus d'un établissement de détention à l'autre, et un renouvellement de nouveaux détenus provenant de la communauté, rendent encore plus difficiles la prévention et la détection d'éclosions de maladies infectieuses. Une réponse immédiate, dès que les symptômes sont dépistés et observés, est nécessaire pour bloquer la transmission virale. Malheureusement, les délais de dépistage, de diagnostic et d'accès aux soins sont systémiques lorsqu'une personne est détenue par l'ICE. Aussi, en raison de la précarité du système réglementaire, il est difficile de savoir si c'est l'ICE, le comté ou les départements de la santé de l'État qui sont responsables du contrôle de la santé publique dans ces établissements.

« Pour ces raisons, la transmission de maladies infectieuses dans les pénitenciers et les prisons est incroyablement courante, en particulier celles transmissibles par gouttelettes respiratoires. [...] La COVID-19 menace le bien-être des individus détenus ainsi que des agents correctionnels qui voyagent entre leur communauté et les centres de détention.

« Nous recommandons fortement que l'ICE mette en oeuvre des alternatives communautaires à la détention afin de réduire la surpopulation de masse dans les centres de détention. Les individus et les familles, surtout les plus vulnérables — les personnes âgées, les femmes enceintes, les gens ayant des problèmes de santé mentale et les personnes à risque — devraient être libérés en attendant que leur procédure judiciaire soit terminée afin d'éviter des décès évitables et mitiger les dangers provenant d'une éclosion de la COVID-19. »

(Photos : C. Solis, DA4thePeople)

La pandémie mondiale la semaine se terminant le 2 mai

Nombre de cas dans le monde

Au 2 mai, les statistiques mondiales sur la pandémie de COVID-19 telles que rapportées par Worldometer étaient les suivantes :

- Nombre total de cas signalés : 3 426 382. C'est 570 683 de plus que le total déclaré le 25 avril, soit 2 855 699. L'augmentation des cas au cours de la semaine précédente était de 568 376.
- Total des cas actifs : 2 091 944. C'est 250 668 de plus que le nombre annoncé le 25 avril, soit 1 841 276. L'augmentation du nombre total de cas actifs au cours de la semaine précédente était de 297 259.
- Total de dossiers fermés : 1 334 438. C'est 320 015 de plus que le nombre annoncé le 25 avril, soit 1 014 423. Cela se compare à une augmentation au cours de la semaine précédente de 271 117.
- Total des décès : 240 488. C'est 41 956 décès de plus qu'au 25 avril, alors que le bilan était de 198 532, comparé à une augmentation la semaine précédente de 41 064.
- Total des cas rétablis : 1 093 950. Cela représente une hausse de 278 059 par rapport au chiffre de 815 891 du 25 avril et se compare à une augmentation de 230 053 récupérations la semaine précédente.

Il y a eu 94 550 nouveaux cas du 30 avril au 1er mai. Cela se compare à l'augmentation de 105 825 nouveaux cas en une journée du 23 au 24 avril.

La maladie était présente dans 212 pays et territoires, contre 210 la semaine précédente. Parmi ceux-ci, 63 avaient moins de 100 cas, comparé à 68 au 25 avril. Il y a quatre pays ou territoires sans cas actifs, contre six la semaine précédente. Ce sont les Malouines (13 cas, tous rétablis), le Groenland (11 cas, tous rétablis) ; Saint Barthélemy (6 cas, tous rétablis) ; Anguilla (3 cas, tous rétablis).

Voici la situation dans les cinq pays avec le plus grand nombre de cas au 2 mai :

États-Unis : 1 131 030 (903 714 actifs ; 161 563 rétablis ; 65 753 décès) et 3 417 cas par million ; 199 décès par million- 25 avril : 926 530 (763 855 actifs ; 110 432 rétablis ; 52 243 décès) et 2 799 cas par million ; 158 décès par million

Espagne : 242 979 (75 714 actifs ; 142 441 rétablis ; 24 824 décès) ; 5 197 cas par million ; 531 décès par million- 25 avril : 223 759 (105 149 actifs ; 95 708 rétablis ; décès 22 902) et 4 786 cas par million ; 490 décès par million

Italie : 207 428 (100 943 actifs ; 78 249 rétablis ; 28 236 décès) et 3 431 cas par million ; 467 décès par million- 25 avril : 192 994 (106 527 actifs ; 60 498 rétablis ; décès 25 969) et 3 192 cas par million ; 430 décès par million

Royaume-Uni : 177 454 (149 600 actifs ; cas rétablis non disponible ; 27 510 décès) et 2 614 cas par million ; 405 décès par million- 25 avril : 143 464 (123 614 actifs ; cas rétablis non disponible ; 19 506 décès) et 2 113 cas par million ; 287 décès par million

France : 167 346 (92 540 actifs ; 50 212 rétablis ; 24 594 décès) et 2 564 cas par million ; 377

décès par million

- 25 avril : 159 828 (94 090 actifs ; 43 493 rétablis ; décès 22 245) et 2 449 cas par million ; 341 décès par million

Les États-Unis à eux seuls comptent environ 33,28 % de tous les cas dans le monde, contre 32,44 % le 25 avril. Les cas en Europe représentent 41,16 % de tous les cas dans le monde, contre 43,46 % le 25 avril.

Un changement notable est que le Royaume-Uni est maintenant le pays avec le troisième plus grand nombre de cas signalés dans le monde, alors qu'il était le cinquième en Europe la semaine précédente. Ceci est dû au fait que le taux de nouvelles infections au Royaume-Uni est resté relativement stable, tandis que le taux de nouveaux cas et le nombre total de cas actifs en Espagne, en Italie et en France ont sensiblement diminué.

Le cas des cinq premiers pays par région

En Europe, le 2 mai, le pays avec le cinquième plus grand nombre de cas signalés après les quatre énumérés ci-dessus est l'Allemagne :

Allemagne : 164 077 (30 441 actifs ; 126 900 rétablis ; 6 736 décès) et 1 958 cas par million ; 80 décès par million

- 25 avril : 155 054 (39 466 actifs ; 109 800 rétablis ; 5 788 décès) et 1 851 cas par million ; 69 décès par million

Au Royaume-Uni, près de 130 députés du Parlement ont signé une lettre qui soulève des inquiétudes quant au risque accru de coronavirus posé par le fait de permettre aux lieux de travail non essentiels, y compris les chantiers de construction, de rester ouverts. La centrale syndicale britannique et irlandaise Unite estime que seulement environ un quart des chantiers de construction du Royaume-Uni ont suspendu leurs travaux en raison de la pandémie. Le syndicat a demandé que des mesures plus strictes soient prises pour faire respecter la santé-sécurité et pour garantir que les travailleurs ne soient pas obligés de travailler sur des projets non essentiels. « Il existe un certain nombre de projets qui sont des infrastructures essentielles comme la construction d'hôpitaux, mais d'autres, comme la construction d'appartements de luxe, ne sont pas de nature critique », a déclaré Ian Woodland, responsable national auprès du secteur de la construction à la centrale syndicale Unite.

Les travailleurs de la construction au Royaume-Uni sont souvent des travailleurs indépendants, employés de manière irrégulière par des agences ou employés par des sous-traitants, conditions qui peuvent les amener à être exclus des régimes de congés payés ou à ne pas recevoir de prestations gouvernementales pour les chômeurs. Cette précarité peut avoir des conséquences dangereuses, souligne Unite. « Le fait de mettre quelqu'un sur une liste d'indésirables a également été un problème au Royaume-Uni, les travailleurs craignant de soulever des problèmes en raison de la précarité de leur travail, explique Woodland. Ils pourraient obtenir une tape sur l'épaule et se faire dire qu'ils ne sont plus requis. Il est donc possible que des problèmes de santé et de sécurité ne soient pas signalés comme conséquence. »

Unite appelle à une augmentation des installations médicales sur les chantiers, à des tests de dépistage et de traitements gratuits contre le coronavirus, à une réduction des effectifs et à un plus grand nombre de quarts de travail pour faciliter la distanciation sociale, et pour que les travailleurs puissent s'exprimer sans représailles sur les conditions dangereuses.

En Eurasie le 2 mai :

Turquie : 122 392 (65 326 actifs ; 53 808 rétablis ; 3 258 décès) et 1 451 cas par million ; 39 décès

par million

- 25 avril : 104 912 (80 575 actifs ; 21 737 rétablis ; 2 600 décès) et 1 244 cas par million ; 31 décès par million

Russie : 114 431 (100 042 actifs ; 13 220 rétablis ; 1 169 décès) et 784 cas par million ; 8 décès par million

- 25 avril : 74 588 (67 657 actifs ; 6 250 rétablis ; 681 décès) et 511 cas par million ; 5 décès par million

Kazakhstan : 3 597 (2 650 actifs ; 922 rétablis ; 25 décès) et 192 cas par million ; 1 décès par million

- 25 avril : 2 564 (1 910 actifs ; 629 rétablis ; 5 décès) 137 cas par million ; 1 décès par million

Arménie : 2 148 (1 138 actifs ; 977 rétablis ; 33 décès) et 725 cas par million ; 11 décès par million

- 25 avril : 1 677 (846 actifs ; 803 rétablis ; 28 décès) 566 cas par million ; 9 décès par million

Ouzbékistan : 2 086 (865 actifs ; 1 212 rétablis ; 9 décès) et 62 cas par million ; 0,3 décès par million

- 25 avril : 1 862 (1 147 actifs ; 707 rétablis ; 8 décès)

En Turquie, plus de 15 000 travailleurs de la construction à Istanbul ont été licenciés de leur emploi sur de grands projets. La plupart ont été licenciés sans aucune compensation, au cours d'une période de deux semaines en mars, les sites ayant commencé à interrompre leurs activités ou à réduire leur personnel, a déclaré le syndicat des travailleurs de la construction Dev-Yapi-Is. Le syndicat estime qu'environ 295 000 personnes sont employées dans la construction à Istanbul, et plus d'un million dans tout le pays. Les travailleurs et les défenseurs des travailleurs affirment que ceux qui restent embauchés se sont vu offrir peu de protections contre le coronavirus dans un métier déjà dangereux où il est difficile de mettre en place une distanciation sociale.

« Des masques sont distribués sur certains chantiers de construction, mais pas beaucoup. Les informations sur la façon d'utiliser ces masques et surtout le nombre de masques disponibles, sont très insuffisantes. Aucune autre précaution n'est prise », explique le Dr Ercan Duman, membre de la Commission médicale de la santé et de la sécurité au travail de l'association des médecins d'Istanbul. Un récent rapport de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), dont fait partie le syndicat Dev-Yapi-Is, indique que les membres du DISK ont été testés positifs pour la COVID-19 à un taux trois fois plus élevé que le taux moyen pour 1000 personnes testées parmi le grand public en Turquie.

Une directive pour les travailleurs de s'asseoir à l'écart tout en mangeant sur les chantiers de construction est considérée comme dénuée de sens étant donné les mauvaises normes d'hygiène dans les cantines de fortune.

Des vidéos et des photos diffusées sur les réseaux sociaux par les syndicats de Turquie et leurs supporters montrent des travailleurs entassés dans des cafétérias et dormant 10 personnes dans une chambre dans des dortoirs sur place. « La rue est plus propre. Vous vivez parmi les ordures. C'est contraire à la dignité humaine, selon les dires d'un travailleur », a déclaré le travailleur de la construction d'Istanbul, Ozkan, au journal Equal Times. Rappelant que lorsque des préoccupations sont soulevées sur les chantiers, les employeurs tentent de le nier puis renvoient ceux qui ont osé se plaindre. « Après cela, vous n'allez pas être embauché sur un autre chantier », dit-il. Des syndicats en Turquie ont signalé que des travailleurs sont également licenciés s'ils ne signent pas de déclarations acceptant de ne pas tenir leur employeur responsable s'ils sont infectés par le coronavirus durant leur emploi.

À Istanbul et dans d'autres grandes villes, la grande majorité de la main-d'œuvre de la construction

est composée de migrants provenant des petites villes et des provinces rurales. Lorsque des travailleurs ont été licenciés au début de la pandémie sans compensation, beaucoup sont retournés dans leur ville natale, ce qui pourrait contribuer à la propagation du virus. Depuis que la Turquie a arrêté la plupart des voyages interurbains à la fin de mars, ceux qui perdent leur emploi se retrouvent pris au piège dans les villes où ils avaient travaillé, souvent avec peu de soutien financier ou social.

En Asie occidentale le 2 mai :

Iran : 95 646 (13 237 actifs ; 76 318 rétablis ; 6 091 décès) et 1 139 cas par million ; 73 décès par million
- 25 avril : 89 328 (15 485 actifs ; 68 193 rétablis ; 5 650 décès) et 1 064 cas par million ; 67 décès par million

Arabie saoudite : 24 097 (20 373 actifs ; 3 555 rétablis ; 169 décès) et 692 cas par million ; 5 décès par million
- 25 avril : 16 299 (13 948 actifs ; 2 215 rétablis ; 136 décès) et 468 cas par million ; 4 décès par million

Israël : 16 101 (6 720 actifs ; 9 156 rétablis ; 225 décès) et 1 860 cas par million ; 26 décès par million
- 25 avril : 15 148 (8 791 actifs ; 6 159 rétablis ; 198 décès) 1 750 cas par million ; 23 décès par million

Qatar : 14 096 (12 648 actifs ; 1 436 rétablis ; 12 décès) et 4 893 cas par million ; 4 décès par million
- 25 avril : 9 358 (8 419 actifs ; 929 rétablis ; 10 décès) et 3 248 cas par million ; 3 décès par million

Émirats arabes unis : 13 038 (10 384 actifs ; 2 543 rétablis ; 111 décès) et 1 318 cas par million ; 11 décès par million
- 25 avril : 9 281 (7 457 actifs ; 1 760 rétablis ; 64 décès) et 938 cas par million ; 6 décès par million

La main-d'œuvre migrante est très importante au Qatar et aux Émirats arabes unis, alors que beaucoup travaillent dans la construction, et ils sont fortement touchés par la pandémie.

« La construction a été considérée comme une industrie essentielle aux EAU et les protections pour les non-citoyens ont été annulées par des incitatifs accordés aux employeurs pour réduire les salaires des travailleurs », explique Isobel Archer, assistante de projet au Centre des ressources humaines et commerciales (BHRRC), basé à Londres. Bien que les mesures prises aux EAU exigent l'obtention du consentement mutuel de l'employé, les travailleurs migrants déjà vulnérables ont peu de pouvoir de négociation, dit-elle.

« Les deux pays ont pris des mesures pour fermer les lieux de rencontre sociale et annuler ou reporter les événements, ils sont donc clairement conscients que le coronavirus est un énorme problème de santé publique », ajoute Archer. « C'est pourquoi il est si alarmant qu'il y ait cette distinction faite aux EAU en ce qui concerne les travailleurs migrants. »

Le promoteur immobilier Emaar Properties a récemment annoncé qu'il suspendrait les grands projets à Dubaï, tandis que le Qatar a ordonné aux employeurs du secteur privé de limiter les heures de travail sur les chantiers de construction et d'augmenter les mesures de santé et de sécurité au travail pour se protéger contre la propagation du coronavirus. Mais sept des 14 entreprises de construction interrogées par le BHRRC sur les mesures qu'elles prennent pour protéger les travailleurs migrants n'ont pas répondu, et aucune de celles qui ont répondu avaient des plans adéquats en place, informe un communiqué de presse du BHRRC

« La pandémie met vraiment en évidence la nécessité d'une réforme sur des enjeux qui ont été enquêtés à plusieurs reprises par des ONG », a déclaré Archer. Des inquiétudes ont longtemps été exprimées concernant l'abus et l'exploitation de la main-d'œuvre migrante dans les pays du Golfe, où les travailleurs sur des projets tels que les installations pour la Coupe du monde 2022 au Qatar vivent souvent dans des conditions exiguës et insalubres dans d'immenses camps de travail.

En Asie du Sud le 2 mai :

Inde : 37 257 (26 027 actifs ; 10 007 rétablis ; 1 223 décès) et 27 cas par million ; 0,9 décès par million

- 25 avril : 24 942 (18 664 actifs ; 5 498 rétablis ; 780 décès) 18 cas par million ; 0,6 décès par million

Pakistan : 18 092 (13 324 actifs ; 4 351 rétablis ; 417 décès) et 82 cas par million ; 2 décès par million

- 25 avril : 12 227 (9 216 actifs ; 2 755 rétablis ; 256 décès) 55 cas par million ; 1 décès par million

Bangladesh : 8 238 (7 894 actifs ; 174 rétablis ; 170 décès) et 50 cas par million ; 1 décès par million

- 25 avril : 4 998 (4 745 actifs ; 113 rétablis ; 140 décès) 30 cas par million ; 0,9 décès par million

Afghanistan : 2 335 (1 957 actifs ; 310 rétablis ; 68 décès) et 60 cas par million ; 2 décès par million

- 25 avril : 1 463 (1 228 actifs ; 188 rétablis ; 47 décès) et 38 cas par million et 1 décès par million

Sri Lanka : 690 (521 actifs ; 162 rétablis ; 7 décès) et 32 ? ?cas par million ; 0,3 décès par million

- 25 avril : 440 (315 actifs ; 118 rétablis ; 7 décès) et 21 cas par million ; 0,3 décès par million

En Asie du Sud-Est le 2 mai :

Singapour : 17 101 (15 817 actifs ; 1 268 rétablis ; 16 décès) et 2 923 cas par million ; 3 décès par million

- 25 avril : 12 693 (11 725 actifs ; 956 rétablis ; 12 décès) 2 170 cas par million ; 2 décès par million

Indonésie : 10 551 (8 160 actifs ; 1 591 rétablis ; 800 décès) et 39 cas par million ; 3 décès par million

- 25 avril : 8 607 (6 845 actifs ; 1 042 rétablis ; 720 décès) et 31 cas par million ; et 3 décès par million

Philippines : 8 772 (7 109 actifs ; 1 084 rétablis ; 579 décès) et 80 cas par million ; 5 décès par million

- 25 avril : 7 294 (6 008 actifs ; 792 rétablis ; 494 décès) et 67 cas par million ; 5 décès par million

Malaisie : 6 071 (1 758 actifs ; 4 210 rétablis ; 103 décès) et 188 cas par million ; 3 décès par million

- 25 avril : 5 742 (1 882 actifs ; 3 762 rétablis ; 98 décès) 177 cas par million ; 3 décès par million

Thaïlande : 2 960 (187 actifs ; 2 719 rétablis ; 54 décès) et 42 cas par million ; 0,8 décès par million

- 25 avril : 2 907 (309 actifs ; 2 547 rétablis ; 51 décès) 42 cas par million ; 0,7 décès par million

En Asie de l'Est le 2 mai :

Chine : 82 874 (599 actifs ; 77 642 rétablis ; 4 633 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

- 25 avril : 82 816 (838 actifs ; 77 346 rétablis ; 4 632 décès) 58 cas par million ; 3 décès par million

Japon : 14 305 (10 875 actifs ; 2 975 rétablis ; 455 décès) et 113 cas par million ; 4 décès par million

- 12 829 (10 954 actifs ; 1 530 rétablis ; 345 décès) 101 cas par million ; 3 décès par million

Corée du Sud : 10 774 (1 454 actifs ; 9 072 rétablis ; 248 décès) et 210 cas par million ; 5 décès par million

- 25 avril : 10 718 (1 843 actifs ; 8 635 rétablis ; 240 décès) 209 cas par million ; 5 décès par million

Taïwan : 429 (99 actifs ; 324 rétablis ; 6 décès) et 18 cas par million ; 0,3 décès par million

- 25 avril : 429 (148 actifs ; 275 rétablis ; 6 décès) et 18 cas par million ; 0,3 décès par million

En Amérique du Nord le 2 mai :

États-Unis : 1 131 030 (903 714 actifs ; 161 563 rétablis ; 65 753 décès) et 3 417 cas par million ; 199 décès par million

- 25 avril : 926 530 (763 855 actifs ; 110 432 rétablis ; 52 243 décès) et 2 799 cas par million ; 158 décès par million

Canada : 55 061 (28 919 actifs ; 22 751 rétablis ; 3 391 décès) et 1 459 cas par million ; 90 décès par million

- 43 888 (26 117 actifs ; 15 469 rétablis ; 2 302 décès) et 1 163 cas par million ; 61 décès par million

Mexique : 19 224 (5 942 actifs ; 11 423 rétablis ; 1 859 décès) et 149 cas par million ; 14 décès par million

- 25 avril : 12 872 (4 502 actifs ; 7 149 rétablis ; 1 221 décès) et 100 cas par million ; 9 décès par million

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, le 2 mai :

République dominicaine : 7 288 (5 588 actifs ; 1 387 rétablis ; 313 décès) et 672 cas par million ; 29 décès par million

- 25 avril : 5 749 (4 719 actifs ; 763 rétablis ; 267 décès) 530 cas par million ; 25 décès par million

Panama : 6 532 (5 768 actifs ; 576 rétablis ; 188 décès) et 1 514 cas par million ; 44 décès par million

- 25 avril : 5 338 (4 865 actifs ; 319 rétablis ; 154 décès) et 1 237 cas par million ; 36 décès par million

Cuba : 1 537 (759 actifs ; 714 rétablis ; 64 décès) et 136 cas par million ; 6 décès par million

- 25 avril : 1 285 (820 actifs ; 416 rétablis ; 49 décès) et 113 cas par million ; 4 décès par million

Honduras : 804 (617 actifs ; 112 rétablis ; 75 décès) et 81 cas par million ; 8 décès par million

- 25 avril : 591 (478 actifs ; 58 rétablis ; 55 décès) et 60 cas par million ; 6 décès par million

Costa Rica : 725 (364 actifs ; 355 rétablis ; 6 décès) et 142 cas par million ; 1 décès

- 25 avril : 687 (465 actifs ; 216 rétablis ; 6 décès) et 135 cas par million ; 1 décès par million

En Amérique du Sud le 2 mai :

Brésil : 92 109 (47 660 actifs ; 38 039 rétablis ; 6 410 décès) et 433 cas par million ; 30 décès par million

- 25 avril : 54 043 (22 684 actifs ; 27 655 rétablis ; 3 704 décès) et 254 cas par million ; 17 décès par million

Pérou : 40 459 (28 206 actifs ; 11 129 rétablis ; 1 124 décès) et 1 227 cas par million ; 34 décès par million

- 25 avril : 21 648 (13 518 actifs ; 7 496 rétablis ; 634 décès) et 657 cas par million ; 19 décès par million

Équateur : 26 336 (23 360 actifs ; 1 913 rétablis ; 1 063 décès) et 1 493 cas par million ; 60 décès par million

- 25 avril : 22 719 (20 777 actifs ; 1 366 rétablis ; 576 décès) et 1 288 cas par million ; 33 décès par million

Chili : 17 008 (7 756 actifs ; 9 018 rétablis ; 234 décès) et 890 cas par million ; 12 décès par million

- 25 avril : 12 306 (5 805 actifs ; 6 327 rétablis ; 174 décès) et 644 cas par million ; 9 décès par million

Colombie : 7 006 (5 141 actifs ; 1 551 rétablis ; 314 décès) et 138 cas par million ; 6 décès par million

- 25 avril : 4 881 (3 653 actifs ; 1 003 rétablis ; 225 décès) et 96 cas par million ; 4 décès par million

En Afrique le 2 mai :

Afrique du Sud : 5 951 (3 453 actifs ; 2 382 rétablis ; 116 décès) et 100 cas par million ; 2 décès par million

- 25 avril : 4 220 (2 668 actifs ; 1 473 rétablis ; 79 décès) et 71 cas par million ; 1 décès par million

Égypte : 5 895 (4 029 actifs ; 1 460 rétablis ; 406 décès) et 58 cas par million ; 4 décès par million

- 25 avril : 4 092 (2 723 actifs ; 1 075 rétablis ; 294 décès) et 40 cas par million ; 3 décès par million

Maroc : 4 569 (3 315 actifs ; 1 083 rétablis ; 171 décès) et 124 cas par million ; 5 décès par million

- 25 avril : 3 889 (3 232 actifs ; 498 rétablis ; 159 décès) et 105 cas par million ; 4 décès par million

Algérie : 4 154 (1 880 actifs ; 1 821 rétablis ; 453 décès) et 95 cas par million ; 10 décès par million

- 25 avril : 3 127 (1 304 actifs ; 1 408 rétablis ; 415 décès) et 71 cas par million ; 9 décès par million

Nigéria : 2 170 (1 751 actifs ; 351 rétablis ; 68 décès) et 11 cas par million ; 0,3 décès par million

- 25 avril : 1 182 (925 actifs ; 292 rétablis ; 35 décès)

En Océanie le 2 mai :

Australie : 6 767 (929 actifs ; 5 745 rétablis ; 93 décès) et 265 cas par million ; 4 décès par million

- 25 avril : 6 695 (1 243 actifs ; 5 372 rétablis ; 80 décès) et 263 cas par million ; 3 décès par million

Nouvelle-Zélande : 1 479 (208 actifs ; 1 252 rétablis ; 19 décès) et 307 cas par million ; 4 décès par million

- 25 avril : 1 461 (325 actifs ; 1 118 rétablis ; 18 décès) et 303 cas par million ; 4 décès par million

Guam : 142 (5 décès)

- 25 avril : 136 (5 décès)

Polynésie française : 58 (7 actifs ; 51 rétablis) et 206 cas par million

- 25 avril : 57 (16 actifs ; 41 rétablis) et 203 cas par million

Nouvelle-Calédonie : 18 (1 actif ; 17 rétablis)

- 25 avril : 18 (1 actif ; 17 rétablis)

Site web: www.pccml.ca **Courriel:** redaction@cpcml.ca